



## Étude de référence de l'Initiative pour l'Agriculture biologique écologique en Afrique



## Rapport final

Présenté par :

**AGILE CONSULTING**

**CONTACT**

**Ben Mwongela**

Kenya Tél/Fax : +254 722 396 423

Courriel : [BMwongela@agileafrika.org](mailto:BMwongela@agileafrika.org)

Nairobi, décembre 2019

# RÉSUMÉ

## Introduction

La société Agile Consulting a été sélectionnée par l'EOA-I afin de fournir des services de conseil en vue de la réalisation d'une étude de référence indépendante pour son Initiative pour l'Agriculture biologique écologique en Afrique, alors qu'elle entame sa deuxième phase de mise en œuvre. La deuxième phase devait débuter en mai 2019 et durer quatre ans jusqu'en avril 2023. L'objectif de l'étude de référence est de mesurer les indicateurs clés à l'aune desquels les progrès réalisés au niveau de la production, des résultats et de l'impact seront mesurés et suivis dans les domaines cibles — la productivité agricole, la production, la suffisance alimentaire, l'accès aux marchés et aux revenus. L'initiative est actuellement mise en œuvre dans huit pays (Bénin, Éthiopie, Kenya, Mali, Nigeria, Sénégal, Tanzanie et Ouganda) ; sous la direction et la supervision du comité directeur continental (CSC) présidé par l'AU.

Le présent rapport est donc une étude de référence indépendante de la deuxième phase du projet Initiative pour l'Agriculture biologique écologique (EOA) en Afrique — mai 2019-avril 2023. L'étude fournit des critères de référence clés à partir desquels le progrès sera mesuré et suivi.

L'objectif global de l'Initiative pour l'Agriculture biologique écologique est de contribuer à l'intégration de l'agriculture biologique écologique dans les systèmes nationaux de production agricole d'ici à 2025 afin d'améliorer la productivité agricole, la suffisance alimentaire, l'accès aux marchés et le développement durable en Afrique. Les objectifs spécifiques globaux du projet sont les suivants :

- A) Renforcer la documentation relative aux informations et aux connaissances (éléments de preuve) sur les produits agricoles biologiques tout au long de la chaîne de valeur et aider les acteurs concernés à les traduire en pratiques et applications à grande échelle.
- B) Informer systématiquement les producteurs des approches et des bonnes pratiques de l'EOA et promouvoir leur adoption en renforçant l'accès aux services de conseil et de soutien.
- C) Accroître de manière significative la part de produits biologiques de qualité sur les marchés locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.
- D) Renforcer l'engagement inclusif des parties prenantes dans le développement des chaînes de valeur de produits biologiques en renforçant les plateformes multipartites nationales, régionales et continentales afin d'induire des changements dans les politiques, les plans et les pratiques publics.

Les principaux objectifs de cette étude tels que définis dans les termes de référence étaient les suivants:

1. Évaluer l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : connaissances, attitudes et adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs ; produits biologiques (certifiés et non certifiés) ; égalité entre les sexes et accès des jeunes et d'autres groupes vulnérables.
2. Déterminer un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de

- jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.
3. Évaluer le degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines couverts par le projet par pays (niveau des ménages et des partenaires).
  4. Évaluer l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau des pays.
  5. Évaluer les capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en ce qui concerne la planification de projet, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage et l'application à grande échelle sur les plans technique et financier.

### **Méthodologie**

Cette étude a utilisé des méthodes de recherche tant quantitatives que qualitatives pour recueillir des données riches et informatives. Les techniques qualitatives ont compris l'examen documentaire de nombreuses publications de l'EOA-I et de documents contextuels, 52 entretiens auprès d'informateurs clés (KII) et des consultations de parties prenantes et l'utilisation de questions ouvertes dans le cadre de l'enquête principale. Pour la méthode quantitative, le consultant a conçu et mis en place une quasi-évaluation. Pour ce faire, des sites de mise en œuvre et de comparaison pour le projet étudié ont été sélectionnés de manière aléatoire, en consultation avec les partenaires d'exécution et de coordination de l'EOA dans l'ensemble des pays. Par la suite, un échantillonnage d'agriculteurs a été effectué sur les zones traitement et les zones contrôle.

L'échantillon total d'agriculteurs interrogés était de 548 : 277 du groupe traitement et 271 du groupe comparaison. Toutes les données collectées ont été revues pour en vérifier l'exactitude, l'exhaustivité, la cohérence, et encodées avant leur analyse afin de garantir la qualité. Les données quantitatives ont été analysées à l'aide du programme STATA tandis que les données qualitatives ont été analysées de manière déductive et thématiquement au moyen de MAXQDA.

### **Résultats**

***Objectif 1 : Évaluer l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : connaissances, attitudes et adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs ; produits biologiques (certifiés et non-certifiés) ; égalité entre les sexes et accès des jeunes et d'autres groupes vulnérables.***

Le niveau d'expertise en matière de pratiques et de technologies d'EOA a été mesuré à l'aide d'une échelle de Likert allant de 1 à 5 ; 1 étant l'absence de connaissance, et 5 une très bonne connaissance<sup>1</sup>. Dans l'ensemble, le niveau d'expertise en matière de pratiques et de technologies

---

<sup>1</sup> Évaluation de l'expertise – Échelle de Likert définie. **[1] Absence de connaissances** – L'agriculteur n'a pas connaissance de la pratique/technologie **[2] Informé** – L'agriculteur a seulement entendu parler de la

d'EOA est de 3.03 et 2.542 pour les agriculteurs des groupes traitement et comparaison respectivement. Dans l'ensemble, le Kenya a enregistré le niveau d'expertise le plus élevé en matière de pratiques d'EOA tant en traitement qu'en comparaison. L'Éthiopie et le Sénégal ont enregistré le niveau d'expertise en matière de pratiques d'EOA le plus bas pour les groupes traitement et comparaison. Les agriculteurs, tant dans le groupe traitement que dans le groupe comparaison, ont enregistré le plus haut niveau d'expertise sur l'utilisation du fumier. En revanche, les agriculteurs des deux groupes ont signalé un faible niveau d'expertise quant à l'utilisation de la technologie *push-pull*, de l'utilisation de la fleur mexicaine, du chaulage, de l'étude du sol et de l'utilisation du lisier bio.

Cette étude a mesuré l'attitude à l'égard des pratiques d'EOA en utilisant des énoncés évoquant des attitudes sous-jacentes à l'égard de la démarche de l'EOA. Les énoncés étaient axés autour du coût perçu ou non de la production, de la productivité, de la finalité, du marché, de la demande et de l'impact. En moyenne, les agriculteurs du groupe traitement ont approuvé assez fermement l'énoncé selon lequel les pratiques d'EOA sont faciles à comprendre et à appliquer, tandis que les agriculteurs du groupe comparaison ont approuvé à peine cet énoncé. L'un des domaines pour lesquels les deux groupes semblent tirer des directions opposées concerne la productivité et la demande de produits biologiques et non-biologiques : alors que le groupe traitement privilégie les produits biologiques, le groupe comparaison privilégie les produits non-biologiques.

L'EOA-I, en plus d'accroître les connaissances et de faire évoluer l'attitude à l'égard des pratiques d'EOA, vise également à accroître l'adoption et la mise en œuvre de ces pratiques par les agriculteurs. Les résultats de cette étude indiquent qu'il y a en moyenne 29,7 % et 14,6 % d'agriculteurs du groupe traitement et du groupe comparaison respectivement qui mettent en œuvre chacune des 22 pratiques et technologies d'EOA testées dans le cadre de cette étude. Le Rwanda a enregistré la plus forte proportion d'agriculteurs mettant en œuvre chacune des pratiques d'EOA dans les groupes traitement et comparaison. En contraste, le Bénin a enregistré la proportion la plus faible d'agriculteurs mettant en œuvre l'une ou l'autre des pratiques d'EOA.

**Objectif 2 : Déterminer un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.**

L'EOA-I s'efforce également d'atteindre les groupes vulnérables et marginalisés, en particulier les jeunes, les femmes et les personnes handicapées. Au cours de la première phase, tous les

---

pratique/technologie, mais ne peut pas l'expliquer **[3] Connaissances de base** – L'agriculteur peut expliquer les principes fondamentaux de la pratique, mais n'est pas très confiant quant à son application. Il ne l'a jamais essayé. **[4] Connaissances approfondies** – L'agriculteur peut expliquer les fondamentaux de la technologie/pratique avec confiance, il l'a essayé avec des résultats inférieurs à la moyenne **[5] Très compétent** – L'agriculteur peut expliquer la pratique avec précision et peut en démontrer/expliquer son application et l'a appliqué avec des résultats supérieurs à la moyenne.

<sup>2</sup> <https://www.statisticssolutions.com/can-an-ordinal-likert-scale-be-a-continuous-variable/>

producteurs d'EOA ayant pu atteindre 3,6 % étaient des jeunes et environ 44,7 % d'entre eux étaient des femmes. Outre la Tanzanie, le Sénégal et le Kenya, les autres pays n'ont pas enregistré les données relatives aux groupes vulnérables (à l'exception de celles des femmes et des jeunes) touchés par l'initiative.

***Objectif 3 : Évaluer le degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines couverts par le projet par pays (niveau des ménages et des partenaires).***

En ce qui concerne cet objectif, le consultant a établi une liste d'autres initiatives liées à l'EOA ou financées par d'autres donateurs actuellement mises en œuvre dans les pays couverts par l'EOA-I mais sans lien direct avec l'EOA-I qui fait l'objet de la présente étude. Cette étude a permis d'établir la portée/le niveau de couverture de ces initiatives.

Dans l'ensemble des neuf pays, il existe environ 85 initiatives liées à l'EOA qui ne font pas partie de l'EOA-I financé par la SSNC et la SDC. La plupart de ces initiatives couvrent certaines régions administratives, tandis que d'autres sont nationales. L'Ouganda a enregistré le plus grand nombre (20) d'initiatives liées à l'EOA, suivi respectivement par le Bénin (14 initiatives) et le Kenya (13 initiatives).

***Objectif 4 : Évaluer l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau des pays.***

L'équipe de consultants s'est concentrée sur l'état/la mesure dans laquelle les activités de plaidoyer et les autres stratégies de mise en œuvre des CLO et des PIP ont conduit à l'intégration de l'EOA dans les politiques, les plans, les stratégies et les programmes universitaires au niveau national. Il était évident que la majorité des organismes d'exécution ne disposaient pas d'une stratégie formelle de plaidoyer.

***Objectif 5 : Évaluer les capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en ce qui concerne la planification de projet, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage et l'application à grande échelle sur les plans technique et financier.***

La majorité des effectifs de l'EOA au niveau des piliers sont qualifiés dans leurs domaines techniques ; Toutefois, ils n'ont pas entièrement démontré leur savoir-faire en matière de gestion de projets, M&E et reporting, ce qui pourrait s'expliquer en partie par les ressources limitées allouées à hauteur de 10 % pour couvrir les frais administratifs ; par conséquent, le personnel alloue un temps limité alors que d'autres PIP utilisent des volontaires. La majorité des PIP ont manifesté des faiblesses dans la mobilisation des ressources.

Des progrès ont été observés dans le domaine de la gestion financière après la dernière évaluation et l'évaluation des capacités. Cela était également une préoccupation importante exprimée dans l'évaluation finale et dans l'évaluation récente des capacités.

## Acronymes & Abréviations

|         |   |
|---------|---|
| AfrONet | Réseau biologique d'Afrique   |
| ASDP    | Programme de développement du secteur agricole                      |
| AU      | Union africaine   |
| BvAT    | Biovision Africa Trust  |
| CAADP   | Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine |
| CLO     | Organisation nationale chef de file                                 |
| COMESA  | Marché commun pour l'Afrique orientale et australe                  |
| DAC     | Comité d'aide au développement                                      |
| DREA    | Département de l'économie rurale et de l'agriculture                |
| EAC     | Communauté de l'Afrique de l'Est                                    |
| ECOWAS  | Commission économique pour les États de l'Afrique de l'Ouest        |
| EOA     | Agriculture biologique écologique                                   |
| ET      | Équipe d'évaluation   |
| EU      | Union européenne  |
| MTR     | Examen à mi-parcours  |
| NOAB    | Conseil national de l'agriculture biologique                        |
| OECD    | Organisation de coopération et de développement économique          |
| PIPS    | Partenaires d'exécution du pilier                                   |
| SDC     | Agence suisse pour le développement et la coopération               |
| Sida    | Agence suédoise pour la coopération au développement international  |
| SSNC    | Société suédoise pour la conservation de la nature                  |
| TOAM    | Mouvement pour l'agriculture biologique en Tanzanie                 |

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>EXECUTIVE SUMMARY .....</b>   | <b>2</b>  |
| Acronyms & Abbreviations .....   | 7         |
| <b>CHAPTER 1: INTRODUCTION .....</b>   | <b>10</b> |
| 1.1 Background .....   | 10        |
| 1.2 The Ecological Organic Agriculture Initiative .....  | 10        |
| 1.3 Rationale and Objectives of the Study.....   | 12        |
| 1.4 Structure of the Report.....   | 13        |
| <b>CHAPTER 2: APPROACH &amp; METHODOLOGY .....</b>   | <b>14</b> |
| 2.1 Approach .....   | 14        |
| 2.2.1 Overview of Data Collection Methods .....  | 15        |
| 2.2.2 Quantitative Data Collection Methods.....  | 15        |
| 2.2.3 Qualitative Data Collection Methods .....  | 17        |
| 2.2.4 Data Analysis & Presentation .....   | 17        |
| 2.2.5 Reporting.....   | 18        |
| <b>CHAPTER 3: FINDINGS .....</b>   | <b>16</b> |
| 3.1 Introduction.....  | 24        |
| 3.2 Demographics & Other Organic Farmer’ Characteristics.....  | 16        |
| 3.3 Objective 1 – Findings.....  | 24        |
| 3.3.1 The Status of Farmers’ Knowledge, Attitudes & Uptake of EOA Practices and/or<br>Technologies ..... | 24        |
| 3.3.2 Results Tracker Indicators.....  | 34        |
| 3.3.3 Conclusion .....   | 36        |
| 3.4 Objective 2 – Findings.....  | 37        |
| 3.4.1 EOA Reach to Farmers, including Youth and other Vulnerable Groups .....                            | 37        |
| 3.4.2 Results Tracker Indicators.....  | 38        |
| 3.4.3 Conclusion .....   | 39        |
| 3.5 Objective 3 – Findings.....  | 40        |
| 3.5.1 Utilization/coverage of EOA- Related Programmes/initiatives .....                                  | 40        |
| 3.5.2 Results Tracker Indicators.....  | 44        |
| 3.5.3 Conclusions.....   | 44        |
| 3.6 Objective 4 – Findings.....  | 45        |
| 3.6.1 Advocacy Strategies at Implementing Partner Level.....   | 45        |
| 3.6.2 AfrONet .....  | 49        |
| 3.6.3 Results Tracker Indicators.....  | 50        |
| 3.6.4 Conclusion .....   | 51        |
| 3.7 Objective 5 – Findings.....  | 51        |
| 3.7.1 Strengths and Gaps of the Institutional Support Structures and M&E System.....                     | 52        |
| 3.7.3 Results Tracker Indicators- Eastern Africa .....   | 56        |
| 3.7.4 Results Tracker Indicators- West Africa .....  | 57        |
| 3.7.5 Conclusion .....   | 58        |
| <b>CHAPTER 4: CONCLUSIONS &amp; RECOMMENDATIONS .....</b>  | <b>59</b> |



## Liste des tableaux

|   |    |
|---|----|
| <a href="#">Tableau 1 : Cadre d'échantillonnage .....</a>   | 16 |
| <a href="#">Tableau 2 : Répartition hommes/femmes .....</a>   | 20 |
| <a href="#">Tableau 3 : Âge moyen des agriculteurs.....</a>   | 20 |
| <a href="#">Tableau 4 : Niveau d'éducation des agriculteurs .....</a>   | 21 |
| <a href="#">Tableau 5 : Taille moyenne des terres détenues &amp; Proportions utilisées pour l'agriculture biologique .....</a>      | 22 |
| <a href="#">Tableau 6 : Niveau de sensibilisation aux pratiques d'EOA.....</a>  | 25 |
| <a href="#">Tableau 7 : Niveau de connaissance que les agriculteurs ont des pratiques d'EOA .....</a>                               | 27 |
| <a href="#">Tableau 8 : Attitude à l'égard des pratiques d'EOA .....</a>  | 28 |
| <a href="#">Tableau 9 : Adoption des pratiques d'EOA.....</a>   | 30 |
| <a href="#">Tableau 10 : Organismes de certification.....</a>   | 31 |
| <a href="#">Tableau 11 : Produits certifiés et Type de certification.....</a>   | 32 |
| <a href="#">Tableau 12 : Proportion d'agriculteurs certifiés pour l'agriculture biologique sur l'échantillon ....</a>               | 33 |
| <a href="#">Tableau 13 : Nombre d'agriculteurs certifiés .....</a>  | 33 |
| <a href="#">Tableau 14 : Nombre de producteurs touchés/ Moyens utilisés .....</a>   | 37 |
| <a href="#">Tableau 15 : Nombre de groupes vulnérables atteints .....</a>   | 38 |
| <a href="#">Tableau 16 : Autres initiatives liées à l'EOA en Afrique de l'Ouest .....</a>   | 40 |
| <a href="#">Tableau 17 : Autres initiatives liées à l'EOA en Afrique de l'Est .....</a>   | 41 |
| <a href="#">Tableau 18 : Stratégies de plaidoyer des partenaires d'EOA .....</a>  | 45 |
| <a href="#">Tableau 19 : Partenariats élaborés par AfrONet avec les communautés de donateurs .....</a>                              | 50 |
| <a href="#">Tableau 20 : Forces et lacunes des structures de soutien institutionnel et du système M&amp;E : Afrique de l'Est ..</a> | 54 |
| <a href="#">Tableau 21 : Forces et lacunes des structures de soutien institutionnel et du système M&amp;E : Afrique de l'Ouest</a>  | 55 |

## Liste des illustrations

|  |    |
|--|----|
| <a href="#">Illustration 1 : Architecture de l'EOA.....</a>  | 11 |
| <a href="#">Illustration 2 : Cartographie de la couverture de l'EOA .....</a>  | 11 |
| <a href="#">Illustration 3 : Proportion de producteurs d'EOA ayant connaissance des pratiques et technologies d'EOA ..</a> | 24 |
| <a href="#">Illustration 4 : Niveau de connaissance des pratiques d'EOA dans les différents pays.....</a>                  | 27 |
| <a href="#">Illustration 5 : Pourcentage de producteurs d'EOA qui mettent en œuvre des pratiques d'EOA...</a>              | 30 |

## Annexes

|  |    |
|--|----|
| <a href="#">Annexe 1 : Principales parties prenantes interrogées.....</a>                  | 63 |
| <a href="#">Annexe 2 : Collecte et analyse des données par indicateur et objectif.....</a> | 66 |
| <a href="#">Annexe 3 : Participants à l'atelier de validation .....</a>                    | 74 |

## **CHAPITRE 1 : Introduction**

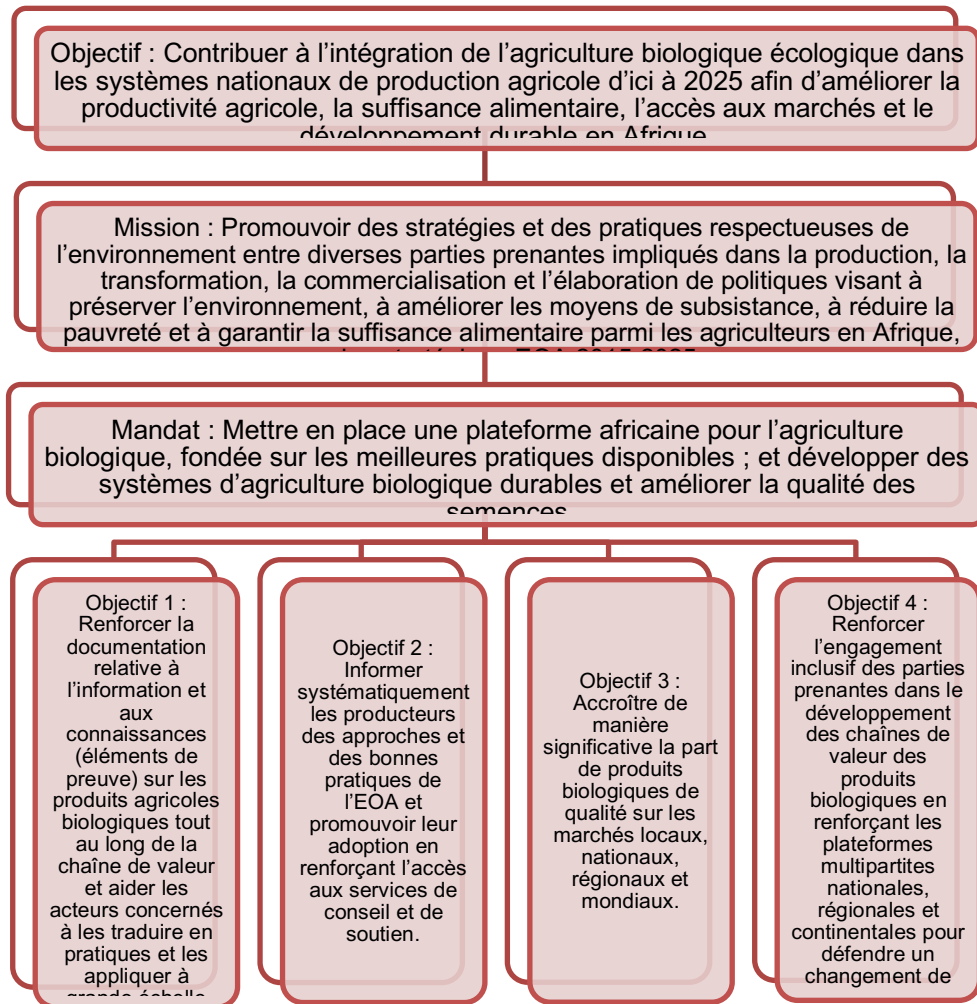
### **1.1 Contexte**

Le présent rapport est une étude de référence rapide mais indépendante de la deuxième phase du projet Initiative pour l'Agriculture biologique écologique (EOA) en Afrique – mai 2019-avril 2023. Il fournit des indicateurs clés à l'aune desquels les réalisations, les résultats et les niveaux d'impact seront mesurés et suivis.

### **1.2 Initiative pour l'Agriculture biologique écologique**

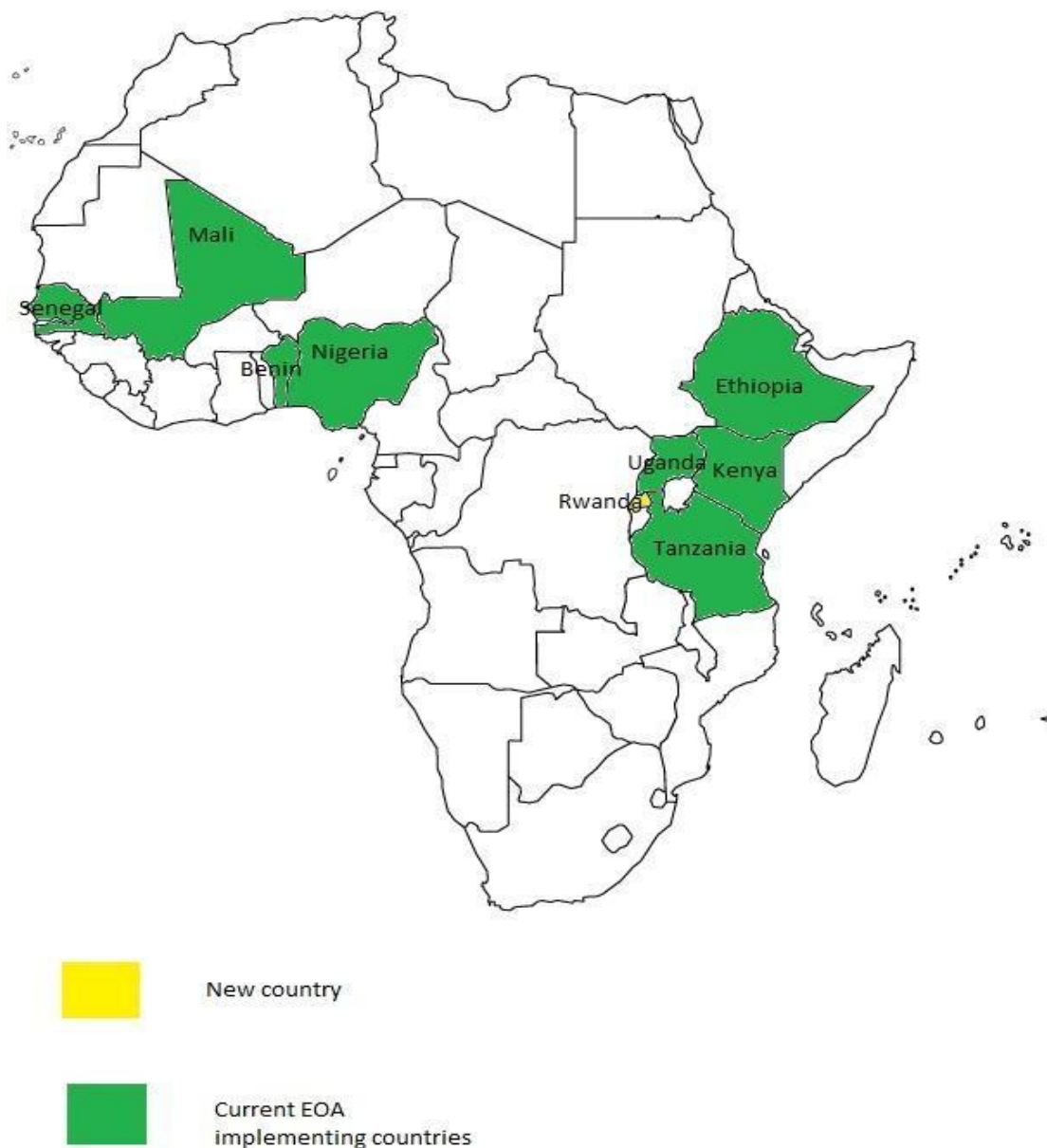
L'initiative bénéficie du soutien de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et de la Société suédoise pour la protection de la nature (SNNC). L'illustration 1 reprend l'architecture de l'initiative.

### Illustration 1 : Architecture de l'EOA



L'initiative est actuellement mise en œuvre dans 9 pays (Bénin, Éthiopie, Kenya, Mali, Nigeria, Sénégal, Tanzanie et Ouganda) ; sous la direction et la supervision du comité directeur continental (CSC) présidé par l'AU.

### Graphique 2 : Cartographie de la couverture de l'EOA



Source : Phase 2 – Document de projet de l’EOA

### 1.3 Justification et objectifs de l’étude

Ceci permettra au CSC de l’Initiative EOA ainsi qu’à ses partenaires d’exécution de : a) établir un point de départ (conditions – indicateurs clés) à l’aune duquel l’EOA-I pourra être suivi et évalué afin de démontrer les progrès et l’impact du projet au niveau de la productivité agricole, la production, la suffisance alimentaire, l’accès aux marchés et aux revenus dans les zones cibles ; b) évaluer la portée, au niveau opérationnel, des activités de défense des intérêts pour l’intégration de l’EOA dans les politiques, les plans, les stratégies et les programmes nationaux dans les 9 pays ; et c) déterminer les capacités (techniques, humaines et organisationnelles) ainsi que les structures institutionnelles des partenaires d’exécution (organisations nationales chefs de file (CLO) et partenaires d’exécution des piliers (PIP)) impliqués dans la mise en œuvre de

l'Initiative EOA de manière à identifier les capacités clés existantes et les capacités supplémentaires nécessaires à combler les écarts.

Plus précisément, l'étude de référence a procédé à ;

1. L'évaluation de l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : les connaissances, les attitudes et l'adoption des pratiques et des technologies d'EOA ; l'égalité entre les sexes et l'accès par les jeunes et les autres groupes vulnérables.
2. La détermination d'un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions relevant du pilier EOA.
3. L'évaluation du degré d'utilisation/de couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines de projets par pays (niveau des ménages et des partenaires).
4. L'évaluation de l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau national.
5. L'évaluation des capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en ce qui concerne la planification de projet, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage et l'application à grande échelle sur les plans technique et financier.
6. L'identification des forces et les lacunes actuelles des structures de soutien institutionnel (le comité directeur continental présidé par l'AU, AfrONet, les comités directeurs régionaux, les comités directeurs nationaux, les agences d'exécution et les systèmes de suivi et d'évaluation généraux) pour la réalisation de résultats sur la base de leurs mandats.

#### **1.4 Structure du rapport**

Ce rapport comprend tout d'abord un résumé suivi de 4 chapitres. Le chapitre 1 présente l'Initiative EOA et les objectifs de l'étude de référence. Le chapitre 2 traite de l'approche et de la méthodologie de l'étude. Le chapitre 3 présente les résultats de l'étude tandis que le chapitre 4 traite des conclusions (sur la base des indicateurs étudiés pour chaque objectif) et des recommandations. Il est important de noter que les résultats pour l'objectif 6 (voir point 1.3 ci-dessus) ont été présentés dans un rapport distinct.

## CHAPITRE 2 : Approche & méthodologie

### 2.1 Approche

L'idée maîtresse de l'étude de référence est délimitée par des indicateurs programmatiques et institutionnels.

Les résultats de l'étude devraient permettre au CSC de l'Initiative EOA ainsi qu'à ses partenaires d'exécution de : a) établir une situation initiale (conditions – indicateurs clés) à l'aune de laquelle l'EOA-I pourra être suivie et évaluée afin de démontrer les avancées et l'impact du projet au niveau de la productivité agricole, la production, la suffisance alimentaire, l'accès aux marchés et aux revenus dans les zones cibles ; b) évaluer la portée, au niveau opérationnel, des activités de plaidoyer pour l'intégration de l'EOA dans les politiques, les plans, les stratégies et les programmes nationaux dans les 9 pays ; et c) déterminer les capacités (techniques, humaines et organisationnelles) et les structures institutionnelles des partenaires d'exécution (organisations nationales chefs de file (CLO) et partenaires d'exécution des piliers (PIP)) impliqués dans la mise en œuvre de l'Initiative EOA de manière à identifier les capacités clés existantes ainsi que les capacités supplémentaires qui seraient nécessaires pour combler les écarts.

L'étude de référence a été conçue comme une évaluation rapide mais indépendante. L'équipe de consultants a utilisé des données nouvelles et préexistantes provenant du rapport 2017 sur l'évaluation des capacités organisationnelles des organisations nationales chefs de file & des partenaires de mise en œuvre du pilier ; et le rapport 2018 de l'évaluation finale de la première phase de l'Initiative – sur l'ensemble des pays EOA, à l'exception du Rwanda.

Cette étude tient compte du fait qu'il existe encore très peu de données empiriques et de publications dans le domaine de l'agriculture biologique et écologique démontrant les effets imputables aux initiatives/programmes liés à l'EOA sur les bénéficiaires/participants. L'équipe de consultants a donc compris que cette étude, bien qu'étant une étude de référence, nécessitait une approche quasi-expérimentale et a identifié des groupes comparaison et traitement dans chaque pays. Cela a ensuite servi de valeurs de référence pour chaque groupe par rapport auxquelles les études ultérieures pourront être comparées afin de démontrer les effets attribuables en utilisant la méthode des doubles différences (DID) ou toute autre méthode de nature quasi-expérimentale applicable.

En collaboration avec les agences d'exécution (BvAT et Pelum Kenya), les CLO et les PIP, l'étude a identifié deux sites dans chaque pays avec des caractéristiques largement similaires (zones agroécologiques ; caractéristiques de la population (nombre d'années de scolarité ; services, etc.) ; l'accès à des marchés largement similaires ; sujets à des catastrophes naturelles similaires, etc. La principale différence entre les sites était que l'Initiative EOA sera mise en œuvre dans

l'une et pas dans l'autre. Les agriculteurs ont été sélectionnés de manière aléatoire à partir de ces sites. Ils étaient dans une large mesure semblables sur une série de caractéristiques telles que le nombre d'années de scolarité ; l'âge ; le sexe ; la superficie des terres détenues ; les niveaux de revenus ; les activités agricoles ; l'accès aux marchés ; la quantité de production ou la productivité des terres, entre autres.

L'approche mixte – recherche qualitative et quantitative – a permis de collecter des données auprès d'un échantillon d'agriculteurs interrogés dans les 9 pays pour les ensembles de résultats suivants : statut et caractéristiques des agriculteurs, produits biologiques, productivité, production, accès aux marchés et autres ; ainsi que la perception des partenaires d'exécution, de coordination et de mise en œuvre.

De plus, les données collectées ont permis de disposer d'indicateurs actualisés au premier trimestre 2019, d'indicateurs organisationnels et de programme, et là où il y avait des lacunes (comme dans le cas du Rwanda), de nouvelles informations ont été produites. Toutes les informations, comme on le verra au chapitre 3, sont organisées selon les objectifs de l'étude.

## **2.2 Méthodologie**

### ***2.2.1 Vue d'ensemble des méthodes de collecte de données***

La règle cardinale de toutes les méthodes choisies était celles qui encourageaient la consultation et la participation des principales parties prenantes ; et incorporaient les retours d'information des bénéficiaires du programme ; tout comme la création d'un lien entre les méthodes de collecte de données choisies et les résultats. Comme indiqué précédemment, les méthodologies d'étude ont adopté une typologie qualitative et quantitative. Si le quantitatif a donné les données chiffrées des graphiques, etc., le qualitatif a fourni le récit derrière ces chiffres. Le tout a répondu aux questions de référence ; et, par conséquent, a répondu à l'objectif de l'étude.

L'étude de référence a utilisé diverses méthodes pour recueillir des informations afin de générer des données riches et informatives. Il s'agit de techniques qualitatives et quantitatives ; parmi lesquels l'utilisation de questionnaires, l'examen de la littérature relative au projet et au contexte, les entretiens auprès d'informateurs clés (KII), les observations, les consultations des parties prenantes, l'analyse documentaire de données secondaires, entre autres. Tout au long de ce processus, l'équipe de consultants a consulté la BvAT à Nairobi et les partenaires de terrain, ainsi que les parties prenantes directement liées au projet.

### ***2.2.2 Méthodes d'obtention de données quantitatives***

Les données ont été collectées auprès de l'ensemble des 9 pays, au moyen d'un questionnaire physique sur la base d'un échantillon important. La taille de l'échantillon a été estimée à l'aide de la formule suivante<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Daniel WW (1999), *Biostatistics A Foundation for Analysis in the Health Science*, 7<sup>th</sup> edition, New 7<sup>th</sup> edition, New York

$$n = \frac{N * X}{X + N - 1}$$

Où

$$X = \frac{Z_{\alpha/2}^2 * P(1-P)}{MOE^2}$$

$Z_{\alpha/2}$  est la valeur critique de la distribution normale à  $\alpha/2$  (dans ce cas, un intervalle de confiance de 95 % est utilisé et la valeur critique est de 1.96).

*MOE* est la marge d'erreur

*P* est la proportion de l'échantillon

*N* est la taille de la population

*n* est la taille de l'échantillon

La taille totale de l'échantillon a été obtenue avec un intervalle de confiance de 95 % et la marge d'erreur de 5 % est de 384. Cela impliquait un échantillon de 60 agriculteurs répartis de manière égale entre les neuf pays. Au niveau national, la marge d'erreur est d'environ 17,6 %. Le niveau de confiance de 95 % a été établi sur la base d'un examen d'études similaires sur le développement des communautés et des PME, telles que : *Impact of Capacity Building on Sustainability of Village Savings and Loans Associations in Suba District, Kenya* (Achola T. A 2012), *Small Business Survey 2012 (SBS 2012)* – enquête à grande échelle réalisée auprès de responsables d'entreprise au Royaume-Uni par le ministère britannique des entreprises, de l'innovation et des compétences (BIS)<sup>4</sup> et *Impact Assessment of the participation of SMEs in the Thematic Programs of the Fifth and Sixth Framework Programs for Research and Technological Development (RTD)*<sup>5</sup> ont utilisé un niveau de confiance de 95 %. Ces études ont occasionné un précédent qui a servi à déterminer le niveau de confiance pour ce type d'étude.

**Tableau 1 : Cadre d'échantillonnage**

| Pays         | Traitement  |     | Contrôle   |     | Total |
|--------------|---|-----|--|-----|-------|
|              | Localisation  | #   | Localisation   | #   |       |
| Bénin        | Abomey, Zou   | 30  | Djidja Zou   | 30  | 60    |
| Éthiopie     | Birbirsa Siba, Meda Gudina                          | 30  | Berfeta, 1er   | 30  | 60    |
| Kenya        | Kirinyaga   | 30  | Maragua  | 30  | 60    |
| Mali         | Koulikolo   | 36  | Bamako, Koulikolo                                    | 31  | 67    |
| Nigeria      | Ajibode   | 30  | Fashola  | 30  | 60    |
| Sénégal      | Mbawane, Notodja, Golame et Keur Matar, Keur Moussa | 30  | Keur Abdou Ndonye, Notodaba, N'gueguene, Keur Moussa | 30  | 60    |
| Rwanda       |   | 30  |  | 30  | 60    |
| Tanzanie     | Divuva, Kenge, Kumibwalla, Kiziwa, Ruvuma Towelo    | 30  | Mvas-Mkindo  | 30  | 60    |
| Ouganda      | Mbale   | 31  | Luka   | 30  | 61    |
| <b>Total</b> |   | 277 |  | 271 | 548   |

<sup>4</sup> *Small Business Survey 2012: SME Employers – UK Department for Business Innovation and Skills (April 2013)*

<sup>5</sup> *European Commission: - Impact Assessment of the Participation of SMEs in the Thematic Programs of the Fifth and Sixth Framework Programs for RTD-(March 2010) pg. 39*



Comme indiqué précédemment, l'étude a mis en place une approche quasi-expérimentale afin d'établir les effets imputables au projet.

Par conséquent, l'échantillon par pays a de plus été divisé en deux, la moitié des agriculteurs provenait d'une zone traitement tandis que l'autre moitié provenait d'une zone contrôle (comparaison) où l'EOA n'était et ne sera pas mise en œuvre pendant la période de mise en œuvre du projet). L'échantillonnage pour le groupe traitement a été réalisé dans une zone où la présence et les investissements d'EOA sont ou seront importants. Dans certains cas, comme au Bénin, au Rwanda et en Ouganda, les CLO n'ont pas été en mesure d'identifier une zone clairement séparée pour le groupe comparaison. Dans ces cas, le groupe traitement et le groupe comparaison ont été tirés dans une large mesure des mêmes domaines. Cela pourrait entraîner une contamination de la comparaison. De ce fait, les futures études devraient s'attacher à mesurer et à prendre en compte les éventuels effets d'entraînement du projet sur le groupe comparaison.

### ***2.2.3 Méthodes de collecte des données qualitatives***

Au cours de la phase initiale, l'équipe de consultants a examiné les principaux documents et a procédé à des premiers contacts/réunions avec l'équipe de la BvAT, grâce auxquels le plan de travail de terrain, les questions de l'étude de référence, les outils de collecte de données et la logistique finale ont été examinés et finalisés. Les principaux documents du programme examinés : Proposition pour l'Intégration de l'Agriculture biologique écologique (EOA) dans les systèmes agricoles en Afrique pour la période 2019-2022 Phase II, Évaluation externe de l'Initiative pour l'Agriculture biologique écologique en Afrique (2014-2018), Rapport d'évaluation des capacités et plusieurs autres documents utilisés dans les opérations ainsi que des revues spécialisées dans le domaine de l'agriculture biologique écologique. Cet examen a permis de dégager un fondement théorique à l'initiative.

La seconde phase a été l'enquête de terrain, au cours de laquelle l'équipe de consultants a organisé des entretiens avec la BvAT, le CSC, les comités directeurs régionaux (RSC), les comités directeurs nationaux (NSC), les organisations nationales chefs de files (CLO) et les partenaires d'exécution de pilier (PIP) et, le cas échéant, les parties prenantes de l'agriculture biologique dans chacun des 9 pays d'EOA (Bénin, Éthiopie, Kenya, Mali, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Ouganda). Les outils utilisés ici comprenaient des interviews auprès d'informateurs essentiels (KII) et des observations générales. L'annexe 1 présente la liste des principales parties prenantes interrogées dans chaque pays.

### ***2.2.4 Analyse de données & Présentation***

Les instruments de collecte des données ont été prétestés au Kenya. Toutes les données collectées ont été examinées pour vérifier l'exactitude, l'exhaustivité, la cohérence et ont été encodées avant l'analyse pour garantir le contrôle de la qualité. Le programme STATA a été utilisé pour générer des statistiques descriptives et inférentielles. Les statistiques inférentielles ont établi le niveau de signification statistique dans les différences entre les différents éléments d'EOA entre les groupes traitement et les groupes comparaison. Les données analysées sont représentées dans le rapport sous diverses formes schématiques dont des tableaux, des

graphiques et présentés dans des récits résumant les principaux aspects/thèmes qui émergent des questions de référence. L'annexe 2 reprend la conception des données de référence détaillant la manière dont les données pour chaque indicateur ont été collectées et analysées. Elle contient également les domaines de mesure et les outils utilisés pour la collecte.

### ***2.2.5 Reporting***

Un projet de rapport a été présenté à la BvAT et partagé avec les partenaires de l'EOA (voir annexe 3) pour recueillir leurs réactions, et toutes les notes, commentaires, contributions, révisions, etc., des partenaires et du CSC ont été repris dans le rapport final, en anglais et en français.

## CHAPITRE 3 : RÉSULTATS

### 3.1 Introduction

La présentation des conclusions de l'étude de référence fait référence aux 6 objectifs<sup>6</sup>. Les objectifs de l'étude ont été détaillés en questions logiques, indicateurs, sources de données et outils de collecte de données. Par ailleurs, il a également été fait preuve de clarté afin d'illustrer la manière dont les données ont été analysées, après la collecte et la mise au propre (voir l'annexe 3 pour la conception détaillée des données).

### 3.2 Données démographiques & autres caractéristiques des agriculteurs biologiques

#### Sexe

La parité hommes-femmes dans les interventions en faveur du développement, et en particulier dans le secteur agricole en Afrique, a bénéficié d'une plus grande attention dans le secteur du développement. Cela est d'autant plus vrai que, si les femmes sont principalement impliquées dans les activités agricoles, leur accès et leur contrôle des actifs de production dans le secteur agricole sont très limités, tant par les pratiques culturelles que par les lois du pays. La recherche a toutefois démontré que l'augmentation de l'accès et du contrôle des actifs de production agricole par les femmes augmentait la production au niveau des ménages, ce qui augmente les revenus. En outre, il a été établi que, lorsque les femmes exercent un contrôle sur les revenus générés par l'exploitation agricole domestique, elles utilisent les produits destinés à améliorer le bien-être de leurs ménages<sup>7</sup>.

Le tableau 2 montre que l'étude a interviewé un peu plus d'hommes (55,3 %) que de femmes (44,7 %) pour le groupe traitement. Un scénario similaire a été reproduit dans le groupe comparaison, où 63,2 % des agriculteurs interrogés étaient des hommes. Dans une large mesure, des proportions d'hommes plus élevées que les femmes ont également été reproduites au Bénin, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda.

Au Nigeria et en Tanzanie, au moins 73 % des répondants étaient des femmes. Au Mali, les hommes et les femmes étaient représentés de la même manière. D'autres analyses ont révélé que la majorité (81 %) des répondants sont mariés et sont des hommes (63,29 %). Cela s'explique peut-être par l'hypothèse suivante : puisque dans la majorité des cas, les répondants étaient tenus de se rendre à l'endroit de l'entretien, les hommes ont choisi de se déplacer et de laisser les femmes traitant d'autres tâches domestiques ou relevant de la ferme. En outre, la majorité des sondés célibataires étaient de sexe masculin à 67,44 %.

---

<sup>6</sup> Il est important de noter que les résultats pour l'Objectif 6 (voir point 1.3 ci-dessus) ont été présentés dans un rapport distinct.

<sup>7</sup> <https://www.idlo.int/sites/default/files/pdfs/highlights/Women%2C%20Land%2C%20Food-Exploring%20Rule%20of%20Law%20Linkages.pdf>

**Tableau 2 : Répartition hommes/femmes**

| PAYS         | Traitement |               |             | Comparaison |               |             |
|--------------|------------|---------------|-------------|-------------|---------------|-------------|
|              | n          | Masculin      | Féminin     | n           | Masculin      | Féminin     |
| Bénin        | 30         | 66,7          | 33,3        | 30          | 83,3          | 16,7        |
| Éthiopie     | 30         | 79,3          | 20,7        | 30          | 82,8          | 17,2        |
| Kenya        | 30         | 56,7          | 43,3        | 30          | 46,7          | 53,3        |
| Mali         | 36         | 50,0          | 50,0        | 31          | 45,2          | 54,8        |
| Nigeria      | 30         | 26,7          | 73,3        | 30          | 46,7          | 53,3        |
| Rwanda       | 30         | 60,0          | 40,0        | 30          | 56,7          | 43,3        |
| Sénégal      | 30         | 75,9          | 24,1        | 30          | 96,7          | 3,3         |
| Tanzanie     | 30         | 23,3          | 76,7        | 30          | 62,1          | 37,9        |
| Ouganda      | 31         | 61,3          | 38,7        | 30          | 50,0          | 50,0        |
| <b>Total</b> | <b>277</b> | <b>55,3 *</b> | <b>44,7</b> | <b>271</b>  | <b>63,2 *</b> | <b>36,8</b> |

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

### Âge

Des études précédentes ont établi que les agriculteurs africains vieillissaient<sup>8</sup>. Ceci a des implications sur les approches d'intervention si l'on veut réaliser un impact réel. Il existe également un argument suivant lequel encourager les jeunes à faire de l'agriculture est l'un des moyens de faire face aux taux élevés de chômage des jeunes. Le tableau 3 présente l'âge moyen des agriculteurs.

**Tableau 3 : Âge moyen des agriculteurs**

| PAYS         | n          | Traitement  | Comparaison |
|--------------|------------|-------------|-------------|
| Bénin        | 60         | 46,6 *      | 41,4 *      |
| Éthiopie     | 60         | 43,2        | 42,5        |
| Kenya        | 60         | 42,9 ***    | 53,1 ***    |
| Mali         | 67         | 49,9        | 52,3        |
| Nigeria      | 60         | 39,9 **     | 47,2 **     |
| Rwanda       | 60         | 53,4 ***    | 44,4 ***    |
| Sénégal      | 60         | 55,4 ***    | 47,2 ***    |
| Tanzanie     | 60         | 44,1 **     | 36,8 **     |
| Ouganda      | 61         | 40,8 **     | 46,4 **     |
| <b>Total</b> | <b>548</b> | <b>46,1</b> | <b>45,3</b> |

<sup>8</sup> Sif Heide-Ottosen (2014), *The ageing of rural populations: evidence on older farmers in low and middle-income countries*, HelpAge International

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

Cette étude a établi que l'âge moyen du bénéficiaire agriculteur d'EOA est de 46,1 ans pour le groupe traitement et de 45,3 ans pour le groupe comparaison. Outre l'Éthiopie et le Mali, où les différences d'âge entre les agriculteurs des groupes traitement et comparaison ne sont pas significatives : dans tous les autres pays, l'un ou l'autre des groupes est beaucoup plus jeune ou plus âgé que l'autre.

Le Nigeria a enregistré l'agriculteur le plus jeune au sein du groupe traitement à 39,9 ans, tandis que la Tanzanie a enregistré l'agriculteur le plus jeune à 36,8 ans pour le groupe comparaison. Le Sénégal, d'autre part, affichait les plus anciens agriculteurs à 55,4 ans dans le groupe traitement tandis que le Kenya a enregistré les agriculteurs les plus âgés au sein du groupe comparaison à 53,1 ans. Voir le tableau ci-dessous.

### **Niveau d'éducation**

Les études ont établi une corrélation étroite entre l'accès à l'éducation formelle et l'impact des interventions des projets ; ainsi ceux qui ont accès à l'enseignement supérieur témoignent d'un impact plus important des interventions menées dans le cadre des projets. Le niveau d'éducation a également une incidence sur les méthodes et les approches utilisées dans la mise en œuvre des interventions si l'on veut réaliser des effets substantiels. Le tableau ci-dessous indique que la majorité des agriculteurs dans les groupes traitement et comparaison soit n'ont pas reçu d'enseignement formel, soit n'ont achevé que le niveau d'éducation primaire. Le tableau 4 illustre les niveaux d'éducation des agriculteurs inclus dans l'échantillon.

**Tableau 4 : Niveau d'éducation des agriculteurs**

| Groupe de recherche | PAYS                   | Béni n | Éthiopi e | Keny a | Mal i | Nigeri a | Rwand a | Sénéga l | Tanzani e | Ougand a | Tota l |
|---------------------|------------------------|--------|-----------|--------|-------|----------|---------|----------|-----------|----------|--------|
|                     | n                      | 60     | 60        | 60     | 67    | 60       | 60      | 60       | 60        | 61       | 548    |
| Traitement          | Aucun                  | 83,3   | 46,7      | 6,7    | 66,7  | 16,7     | 40,0    | 53,3     | 13,3      | 16,1     | 38,6   |
|                     | Primaire               | 13,3   | 23,3      | 40,0   | 16,7  | 33,3     | 53,3    | 40,0     | 86,7      | 54,8     | 39,7   |
|                     | Secondaire             | 3,3    | 20,0      | 33,3   | 8,3   | 36,7     | 6,7     | 3,3      | 0,0       | 22,6     | 14,8   |
|                     | Enseignement technique | 0,0    | 0,0       | 3,3    | 2,8   | 0,0      | 0,0     | 0,0      | 0,0       | 0,0      | 0,7    |
|                     | Collège                | 0,0    | 10,0      | 16,7   | 2,8   | 3,3      | 0,0     | 0,0      | 0,0       | 3,2      | 4,0    |
|                     | Université             | 0,0    | 0,0       | 0,0    | 2,8   | 10,0     | 0,0     | 3,3      | 0,0       | 3,2      | 2,2    |
| Comparaison         | Aucun                  | 73,3   | 53,3      | 33,3   | 48,4  | 26,7     | 36,7    | 63,3     | 10,3      | 43,3     | 43,3   |
|                     | Primaire               | 23,3   | 10,0      | 50,0   | 45,2  | 43,3     | 50,0    | 20,0     | 58,6      | 26,7     | 36,3   |
|                     | Secondaire             | 0,0    | 30,0      | 16,7   | 3,2   | 23,3     | 13,3    | 13,3     | 27,6      | 23,3     | 16,7   |

|                        |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Enseignement technique | 0,0 | 3,3 | 0,0 | 3,2 | 3,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,7 | 1,5 |
| Collège                | 0,0 | 3,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,2 | 0,7 |
| Université             | 3,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,3 | 0,0 | 3,3 | 3,5 | 3,2 | 1,5 |

Au Bénin, 83,3 % et 73,3 % des agriculteurs n'ont ni eu accès ni achevé un niveau d'éducation formelle. De manière similaire, une forte proportion d'agriculteurs n'a pas eu accès à une éducation formelle au Mali et au Sénégal. Le groupe traitement a enregistré un pourcentage plus élevé (6,9 %) d'agriculteurs titulaires d'un diplôme d'enseignement technique, supérieur ou universitaire que des agriculteurs du groupe comparaison pour lesquels ils n'étaient que de 3,7 %. Le groupe comparaison a également enregistré une proportion plus élevée d'agriculteurs sans éducation formelle par rapport au groupe traitement, mais cette différence n'est pas significative.

### **Superficie des terres détenues**

L'étude a établi la superficie des terres détenues par les agriculteurs tant dans le groupe traitement que dans le groupe comparaison, ainsi que la proportion des terres consacrées à l'agriculture biologique. Le tableau ci-dessous indique que, dans l'ensemble, les agriculteurs du groupe comparaison possèdent une superficie plus importante (6,39 acres) par rapport à leurs homologues du groupe traitement qui possèdent en moyenne 4,37 acres.

**Tableau 5 : Superficie moyenne des terres détenues & Proportion utilisée pour l'agriculture biologique**

| Pays     | n  | Groupe traitement           |  |  | Groupe comparaison          |  |  |
|----------|----|-----------------------------|--|--|-----------------------------|--|--|
|          |    | Superficie moyenne en acres | Superficie moyenne dédiée à l'agriculture biologique | Proportion des terres dédiées à l'agriculture biologique | Superficie moyenne en acres | Superficie moyenne dédiée à l'agriculture biologique | Proportion des terres dédiées à l'agriculture biologique |
| Bénin    | 60 | 21,13<br>(25,16)            | 8,16<br>(5,1)  | 38,62  | 26,41<br>(36)               | 0  | 0,00   |
| Éthiopie | 60 | 1,13 ***<br>(1,025)         | 0,27<br>(0,35)                                       | 23,89  | 3,96 ***<br>(3,48)          | 0,128<br>(0,21)                                      | 3,23   |
| Kenya    | 60 | 0,73<br>(0,74)              | 0,47<br>(0,75)                                       | 64,38  | 0,88<br>(0,81)              | 0,21<br>(0,28)                                       | 23,86  |
| Mali     | 67 | 2,65<br>(5,51)              | 1,04<br>(1,89)                                       | 38,38  | 3,82<br>(3,41)              | 0  | 0,00   |
| Nigeria  | 60 | 0,60 ***<br>(0,79)          | 0,49<br>(0,66)                                       | 81,67  | 13,21 ***<br>(13,9)         | 0,48<br>(1,85)                                       | 3,24   |
| Rwanda   | 60 | 6,03 *<br>(10,32)           | 5,78<br>(10,5)                                       | 95,85  | 2,71 *<br>(7,14)            | 0,64<br>(1,24)                                       | 23,62  |
| Sénégal  | 60 | 2,74<br>(3,9)               | 1,71<br>(2,4)  | 62,41  | 2,05<br>(2,66)              | 0,68<br>(2,78)                                       | 33,17  |
| Tanzanie | 60 | 2,37<br>(2,48)              | 0,65<br>(0,65)                                       | 27,43  | 2,15<br>(15,5)              | 0,02<br>(0,09)                                       | 0,40   |
| Ouganda  | 61 | 2,83                        | 2,02   | 71,38  | 3,43                        | 1,27   | 37,03  |

|              |            |                |             |              |                |             |             |
|--------------|------------|----------------|-------------|--------------|----------------|-------------|-------------|
|              |            | (1,95)         | (1,87)      |              | (3,17)         | (1,43)      |             |
| <b>Total</b> | <b>548</b> | <b>4,37 **</b> | <b>2,26</b> | <b>52,31</b> | <b>6,39 **</b> | <b>0,38</b> | <b>5,30</b> |

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %, ( ) Écart-type entre parenthèses

Le Nigeria est un cas unique au sens où les agriculteurs du groupe traitement possèdent en moyenne 0,60 acres de terres alors que leurs homologues dans le groupe comparaison en possèdent en moyenne 13,21 acres.

En Éthiopie, la superficie des terres est nettement plus petite pour le groupe traitement que pour le groupe comparaison. Au Rwanda, en revanche, les agriculteurs du groupe traitement possèdent une superficie de terre nettement plus importante que celle de leurs homologues du groupe comparaison. Dans l'ensemble, les agriculteurs au Bénin, tant dans le groupe traitement que dans le groupe comparaison ont déclaré posséder la plus grande superficie de terres, soit 21,13 et 26,41 acres respectivement. En moyenne, les agriculteurs du groupe traitement consacrent 52,31 % de leurs terres à l'agriculture biologique. En revanche, le groupe comparaison n'a attribué que 5,03 % de ses terres à l'agriculture biologique. Les agriculteurs du groupe traitement au Rwanda, au Nigeria et en Ouganda ont alloué la plus grande partie de leurs terres à l'agriculture biologique, soit 95 %, 81,67 % et 71,38 % respectivement.

Au Bénin, en Éthiopie, au Mali et en Tanzanie, les agriculteurs du groupe traitement ont attribué moins de 40 % de leurs terres à l'agriculture biologique. Dans le groupe comparaison, tous les agriculteurs de tous les pays ont attribué moins de 40 % de leurs terres à l'agriculture biologique. Au Mali et au Bénin, les agriculteurs du groupe comparaison n'ont alloué aucune superficie de leurs terres à l'agriculture biologique.

### 3.3 Objectif 1 – Résultats

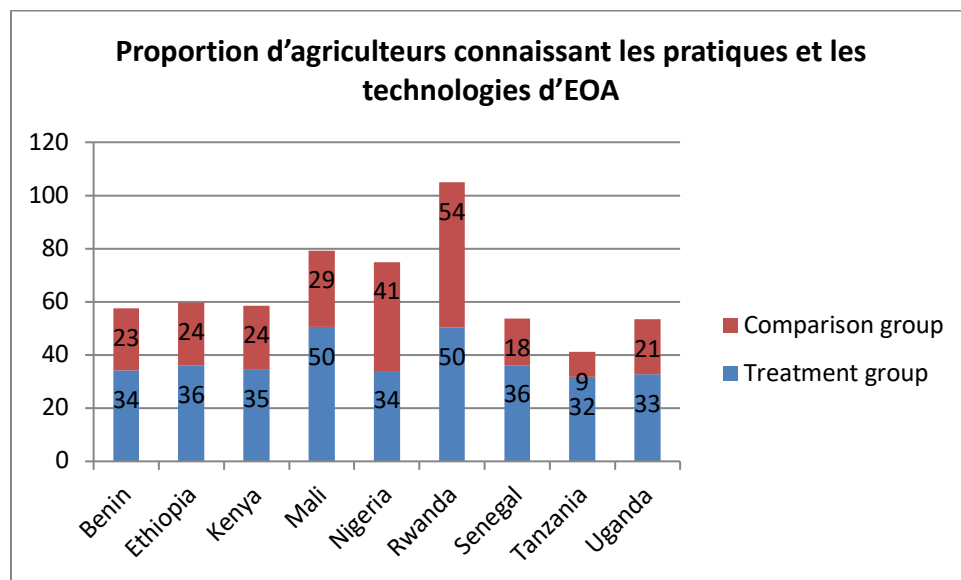
Cette section détaille les conclusions sur l'état spécifique des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants. Il s'agit notamment des connaissances, des attitudes et de l'adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs ; des produits biologiques (certifiés et non-certifiés) ; de l'égalité entre les sexes et de l'accès par les jeunes et d'autres groupes vulnérables.

#### 3.3.1 État des connaissances, attitudes & adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs

##### Connaissance des pratiques et technologies d'EOA

Dans cette étude, le niveau de connaissance a été mesuré en demandant aux répondants de donner le nom des pratiques d'EOA dont ils étaient au courant. L'illustration 1 reprend ces données.

**Illustration 3 : Proportion d'agriculteurs d'EOA connaissant les pratiques et les technologies d'EOA**



En moyenne, il y a environ 37,9 % et 26,9 % d'agriculteurs du groupe traitement et du groupe comparaison respectivement qui connaissent les 24 pratiques et technologies d'EOA qui ont été testées dans le cadre de cette étude. La différence globale au niveau des connaissances en matière de pratiques et de technologies biologiques entre les groupes traitement et comparaison est significative à 1 %. Les différences au niveau des connaissances sont également significatives en Tanzanie et au Mali. Au Bénin, en Éthiopie, au Kenya, au Nigeria, au Rwanda, au Sénégal et en



Ouganda, le niveau des connaissances en matière de pratiques d'EOA entre les groupes traitement et comparaison n'est pas significatif. Le Mali et le Rwanda ont enregistré le taux de connaissances le plus élevé (50,5 % et 50,4 % respectivement). Au Nigeria et au Rwanda, le groupe comparaison a démontré un niveau de connaissance plus élevé que celui du groupe traitement.

Sur les 24 pratiques d'EOA considérées dans cette étude, la majorité des agriculteurs – 89,7 % et 66,5 % d'agriculteurs des groupes traitement et comparaison – ont connaissance du fumier. Les autres pratiques connues par une majorité d'agriculteurs du groupe traitement sont la rotation des cultures (69,8 %), le compost destiné à améliorer la fertilité des sols (68,4 %), l'utilisation de fumier de ferme (65,8 %), le paillage (64,1 %) et l'utilisation de résidus agricoles pour améliorer la fertilité des sols (61,8 %). Dans le groupe comparaison, la majorité des agriculteurs ont des connaissances en matière de rotation des cultures (56,1 %) et de l'incorporation de résidus agricoles dans l'amélioration de la fertilité des sols (55,1 %), en plus du fumier. La pratique d'EOA la moins connue dans le groupe traitement est l'utilisation du lisier bio (8,4 %), du chaulage (9,4 %) et du pousser-tirer (11,1 %). Les différences de connaissance en matière de pratiques d'EOA entre le groupe traitement et le groupe comparaison sont presque toutes significativement différentes, à l'exception de l'incorporation de résidus agricoles dans l'amélioration de la fertilité des sols, de la rotation des cultures et du semis sans labour (voir le tableau 6 ci-dessous).

**Tableau 6 : Niveau de connaissance des pratiques d'EOA**

| Pratiques et technologies d'EOA          | Connaissances |     |             |     |
|--|---------------|-----|-------------|-----|
|  | Traitement    | n   | Comparaison | n   |
| <b>Pratiques d'EOA</b>                   |               |     |             |     |
| 1. Incorporation de résidus agricoles    | 61,8          | 277 | 55,1        | 271 |
| 2. Paillage                              | 64,1 ***      | 277 | 46,5 ***    | 271 |
| 3. Cultures de couverture                | 44,3 ***      | 277 | 29,8 ***    | 271 |
| 4. Utilisation de fumier de ferme        | 65,8 ***      | 277 | 45,0 ***    | 271 |
| 5. Rotation des cultures                 | 69,8 ***      | 277 | 56,1 ***    | 271 |
| 6. Cultures intercalaires                | 53,8 ***      | 277 | 39,5 ***    | 271 |
| 7. Engrais vert                          | 36,0 ***      | 277 | 19,6 ***    | 271 |
| 8. Période de jachère écologique         | 32,7 ***      | 277 | 18,5 ***    | 271 |
| 9. Fumier                                | 89,7 ***      | 277 | 66,5 ***    | 271 |
| 10. Rotation des cultures                | 33,3          | 277 | 29,2        | 271 |
| 11. Plantes fixatrices d'azote           | 37,8 ***      | 277 | 20,7 ***    | 271 |
| <b>Technologies d'EOA</b>                |               |     |             |     |
| 1. Technologies de conservation de l'eau | 45,4 ***      | 277 | 33,5 ***    | 271 |
| 2. Correction du pH du sol               | 17,1 ***      | 277 | 8,5 ***     | 271 |
| 3. Composts                              | 68,4 ***      | 277 | 41,6 ***    | 271 |
| 4. <i>Push-pull</i>                      | 11,1 **       | 277 | 5,6 **      | 271 |
| 5. Semis sans labour                     | 18,2          | 277 | 18,9        | 271 |
| 6. Étude du sol                          | 12,4 ***      | 277 | 4,1 ***     | 271 |

|               |        |     |        |     |
|---------------|--------|-----|--------|-----|
| 7. Lisier bio | 8,4 ** | 277 | 3,3 ** | 271 |
|---------------|--------|-----|--------|-----|

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

### ***Expertise en matière de pratiques et technologies d'EOA***

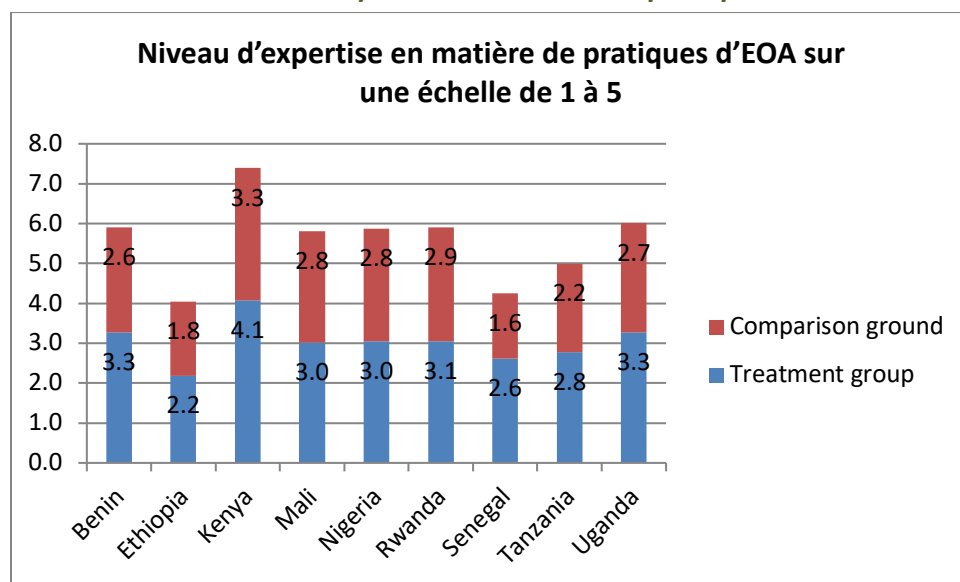
En plus de tester le niveau de connaissances et les pratiques actuelles d'EOA que les agriculteurs mettent en œuvre, cette étude a également déterminé le degré d'expertise des agriculteurs en ce qui concerne les pratiques d'EOA considérées dans l'étude. Le degré d'expertise a été mesuré à l'aide d'une échelle de Likert allant de 1 à 5, 1 étant le niveau sans expertise, et 5 dénotant une très bonne expertise<sup>9</sup>. Dans l'ensemble, le niveau d'expertise en matière de pratiques d'EOA est de 3,03 et 2,54<sup>10</sup> pour les agriculteurs des groupes traitement et comparaison respectivement, et la différence entre les deux groupes est significative (5 %). Cela signifie que, dans l'ensemble, les agriculteurs du groupe traitement sont significativement plus avertis en matière de pratiques d'EOA que le groupe comparaison. De même, au Bénin, en Éthiopie, au Kenya, au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda, les agriculteurs au sein du groupe traitement sont significativement plus avertis en matière de pratiques d'EOA par rapport à leurs homologues du groupe comparaison. Au Mali, au Nigeria et au Rwanda, les agriculteurs du groupe traitement n'ont pas enregistré un niveau d'expertise significativement plus élevé en matière de pratiques d'EOA que leurs homologues du groupe comparaison.

Dans l'ensemble, le Kenya a enregistré le niveau d'expertise le plus élevé en matière de pratiques d'EOA, tant dans le groupe traitement (4,07) que dans le groupe comparaison (3,32). L'Éthiopie et le Sénégal ont enregistré les niveaux d'expertise en matière de pratiques d'EOA les plus faibles pour les groupes traitement (2,19) et comparaison (1,64). L'illustration 2 reprend ces résultats.

<sup>9</sup> Évaluation de l'expertise – échelle de Likert définie. **[1] Absence de connaissances** – L'agriculteur n'a pas connaissance de la pratique/technologie **[2] Informé** – L'agriculteur a seulement entendu parler de la pratique/technologie, mais ne peut pas l'expliquer **[3] Connaissances de base** – L'agriculteur peut expliquer les principes fondamentaux de la pratique, mais n'est pas très confiant quant à son application. Il ne l'a jamais essayé. **[4] Connaissances approfondies** – L'agriculteur peut expliquer les fondamentaux de la technologie/pratique avec confiance, il l'a essayé avec des résultats inférieurs à la moyenne **[5] Très compétent** – L'agriculteur peut expliquer la pratique avec précision et peut en démontrer/expliquer son application et l'a appliqué avec des résultats supérieurs à la moyenne.

<sup>10</sup> <https://www.statisticssolutions.com/can-an-ordinal-likert-scale-be-a-continuous-variable/>

**Illustration 4 : Niveau d'expertise en matière de pratiques d'EOA dans les différents pays**



Les agriculteurs, tant dans les groupes traitement que comparaison, ont enregistré le plus haut degré d'expertise sur l'utilisation du fumier – à 4,32 et de 3,66 respectivement. Les agriculteurs du groupe traitement ont également enregistré un niveau élevé d'expertise en matière d'utilisation de fumier de ferme, de rotation des cultures et d'utilisation de compost. En revanche, les agriculteurs des deux groupes ont indiqué un faible niveau d'expertise dans le domaine de l'utilisation de la technologie *push-pull*, du chaulage, de l'étude du sol et de l'utilisation de lisier bio. Le tableau détaille les résultats.

**Tableau 7 : Degré d'expertise des agriculteurs en matière de pratiques d'EOA**

| Pratiques et technologies d'EOA          | n   | Traitement | n   | Comparaison |
|--|-----|------------|-----|-------------|
| <b>Pratiques d'EOA</b>                   |     |            |     |             |
| 1. Incorporation de résidus agricoles    | 277 | 3,84 *     | 271 | 3,25 *      |
| 2. Paillage                              | 277 | 3,78       | 271 | 3,23        |
| 3. Cultures de couverture                | 277 | 3,44       | 271 | 2,73        |
| 4. Utilisation de fumier de ferme        | 277 | 4,25 **    | 271 | 3,45 **     |
| 5. Rotation des cultures                 | 277 | 4,06       | 271 | 3,74        |
| 6. Cultures intercalaires                | 277 | 3,74 *     | 271 | 3,05 *      |
| 7. Engrais vert                          | 277 | 3,12 *     | 271 | 2,27 *      |
| 8. Composts                              | 277 | 3,98 **    | 271 | 3,11 **     |
| 9. Période de jachère écologique         | 277 | 3,85 **    | 271 | 2,71 **     |
| 10. Rotation des cultures                | 277 | 3,78       | 271 | 3,49        |
| 11. Plantes fixatrices d'azote           | 277 | 2,70 *     | 271 | 1,98 *      |
| 12. Fumier                               | 277 | 4,32 **    | 271 | 3,66 **     |
| 13. Labourage des plantes légumineuses   | 277 | 2,37       | 271 | 1,95        |
| <b>Technologies d'EOA</b>                |     |            |     |             |
| 1. Technologies de conservation de l'eau | 277 | 3,18       | 271 | 2,75        |
| 2. <i>Push-pull</i>                      | 277 | 1,93       | 271 | 1,54        |
| 3. Correction du pH du sol               | 277 | 2,10 **    | 271 | 1,44 **     |
| 4. Semis sans labour                     | 277 | 2,36       | 271 | 2,37        |

|                 |     |      |     |      |
|-----------------|-----|------|-----|------|
| 5. Étude du sol | 277 | 1,83 | 271 | 1,50 |
| 6. Lisier bio   | 277 | 1,68 | 271 | 1,50 |

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

### **Attitude à l'égard de l'EOA**

Afin de garantir une évolution effective et durable du comportement des personnes, l'attitude joue un rôle essentiel. Cette étude a mesuré l'attitude à l'égard des pratiques d'EOA en utilisant des énoncés évoquant des attitudes sous-jacentes à l'égard de la démarche de l'EOA. Les énoncés étaient axés autour du coût perçu ou non de la production, de la productivité, de la finalité, du marché, de la demande et de l'impact.

Les agriculteurs ont été invités à indiquer dans quelle mesure ils sont d'accord ou non avec les énoncés sur une échelle de Likert de 1 à 5, avec 1 représentant tout à fait d'accord, et 5 pas du tout d'accord. Comme le montre le tableau ci-dessous, il existe une différence importante dans la réaction à l'ensemble des énoncés de la part des agriculteurs des groupes traitement et comparaison.

En moyenne, les agriculteurs du groupe traitement ont approuvé assez fermement l'énoncé selon lequel les pratiques d'EOA sont faciles à comprendre et à appliquer, tandis que les agriculteurs du groupe comparaison ont approuvé à peine cet énoncé. Les agriculteurs du groupe traitement ont approuvé assez fortement l'énoncé selon lequel l'agriculture d'EOA améliore les moyens de subsistance, accroît la productivité agricole et contribue également à l'amélioration des revenus des ménages. À l'inverse, le groupe comparaison n'a guère été d'accord ou non avec les mêmes énoncés. L'un des domaines pour lesquels les deux groupes semblent tirer dans des directions opposées concerne la productivité et la demande de produits biologiques et non biologiques : alors que le groupe traitement privilégie les produits biologiques, le groupe comparaison privilégie les produits non-biologiques. Les réactions des agriculteurs des groupes traitement et comparaison indiquent que les agriculteurs du groupe traitement ont une attitude nettement plus positive à l'égard de l'EOA que leurs homologues du groupe comparaison. Le tableau 8 reprend ces données.

**Tableau 8 : Attitude à l'égard des pratiques d'EOA**

| Énoncé   | n   | Traiteme<br>nt | n   | Comparai<br>son |
|--|-----|----------------|-----|-----------------|
|  |     |                |     |                 |
| 1) Les pratiques d'EOA sont faciles à comprendre et à appliquer        | 277 | 1,68 **        | 271 | 2,14 **         |
| 2) Les pratiques d'EOA augmentent la productivité des agriculteurs     | 277 | 1,74 **        | 271 | 2,44 **         |
| 3) Les pratiques d'EOA sont abordables                                 | 277 | 1,88 *         | 271 | 2,23 *          |
| 4) L'application des pratiques d'EOA a amélioré mes conditions de vie. | 277 | 1,68 ***       | 271 | 2,644 ***       |
| 5) Cela contribue à améliorer la source des revenus agricoles          | 277 | 1,76 ***       | 271 | 2,58 ***        |

|  |     |          |     |          |
|--|-----|----------|-----|----------|
| 6) L'agriculture biologique est pour ceux qui ne peuvent pas se permettre des produits chimiques et des semences non biologiques | 277 | 4,12 *** | 271 | 3,29 *** |
| 7) L'agriculture non biologique donne plus de rendements que l'agriculture biologique  | 277 | 3,46 *** | 271 | 2,80 *** |
| 8) L'agriculture biologique est uniquement destinée à un usage familial, pas pour être vendu sur le marché                       | 277 | 4,22 *** | 271 | 3,34 *** |
| 9) La demande de produits biologiques est inférieure à celle des produits non biologiques  | 277 | 3,32 **  | 271 | 2,78 **  |
| 10) Il n'existe pas de marché pour les produits biologiques  | 277 | 3,63 **  | 271 | 3,04 **  |

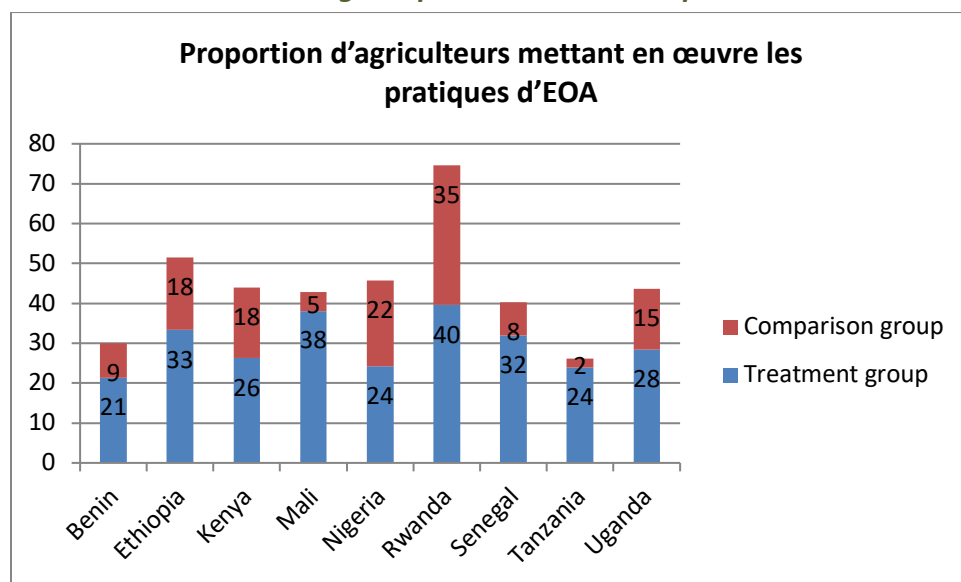
\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

Un autre domaine pour lequel les deux groupes semblent tirer dans des directions opposées concerne la productivité et la demande de produits biologiques et non biologiques : alors que le groupe traitement privilégie les produits biologiques, le groupe comparaison privilégie les produits non-biologiques. Cela indique également que les agriculteurs du groupe comparaison n'ont pas une attitude fortement négative à l'égard des pratiques d'EOA.

### **Adoption des pratiques d'EOA**

L'EOA-I, en plus d'accroître la sensibilisation aux pratiques d'EOA, vise également à accroître l'adoption et la mise en œuvre de ces pratiques par les agriculteurs. Par conséquent, cette étude a établi la référence de base de l'adoption de ces pratiques par les agriculteurs. Le tableau 12 ci-dessus indique qu'il y a beaucoup plus d'agriculteurs dans le groupe traitement qui ont adopté et mis en œuvre des pratiques d'EOA par rapport à leurs homologues. En moyenne, il y a 29,7 % d'agriculteurs dans le groupe traitement qui mettent en œuvre chacune des pratiques et des technologies d'EOA testées dans cette étude, contre 14,6 % dans le groupe comparaison. Le Rwanda a enregistré la plus forte proportion d'agriculteurs mettant en œuvre chacune des pratiques d'EOA dans les groupes traitement et comparaison, respectivement à 39,6 % et 35 %. Par ailleurs, le Bénin a enregistré la proportion la plus faible (21,4 %) d'agriculteurs mettant en œuvre l'une ou l'autre pratique d'EOA – voir l'illustration 3.

**Illustration 5 : Pourcentage de producteurs d'EOA qui mettent en œuvre les pratiques d'EOA**



La majorité d'agriculteurs du groupe traitement ont déclaré pratiquer l'épandage de fumier (84,2 %), la rotation des cultures (61,4 %), l'utilisation de fumier de ferme (59,2 %), le paillage (58,5 %) et l'utilisation de résidus agricoles (56 %) pour améliorer la fertilité des sols. Dans le groupe comparaison, la plupart des agriculteurs ont déclaré pratiquer l'épandage de fumier et la rotation des cultures à 43,5 % et 42,8 % respectivement – voir tableau 9.

**Tableau 9 : Adoption des pratiques d'EOA**

| Pratiques et technologies d'EOA          | Proportion de producteurs appliquant les pratiques d'EOA |     |             |     |
|--|--|-----|-------------|-----|
|  | Traitement   | n   | Comparaison | n   |
| <b>Pratiques d'EOA</b>                   |  |     |             |     |
| 1. Incorporation de résidus agricoles    | 56,0 ***   | 277 | 28,6 ***    | 271 |
| 2. Paillage                              | 58,5 ***   | 277 | 28,8 ***    | 271 |
| 3. Cultures de couverture                | 30,8 ***   | 277 | 17,6 ***    | 271 |
| 4. Utilisation de fumier de ferme        | 59,2 ***   | 277 | 21,4 ***    | 271 |
| 5. Rotation des cultures                 | 61,4 ***   | 277 | 42,8 ***    | 271 |
| 6. Cultures intercalaires                | 44,3 ***   | 277 | 23,7 ***    | 271 |
| 7. Engrais vert                          | 30,3 ***   | 277 | 8,5 ***     | 271 |
| 8. Fumier                                | 84,2 ***   | 277 | 43,5 ***    | 271 |
| 9. Plantes fixatrices d'azote            | 28,8 ***   | 277 | 12,1 ***    | 271 |
| 10. Période de jachère écologique        | 17,8 ***   | 277 | 6,7 ***     | 271 |
| <b>Technologies d'EOA</b>                |  |     |             |     |
| 1. Technologies de conservation de l'eau | 34,8 ***   | 277 | 17,3 ***    | 271 |
| 2. Compostage                            | 39,1 ***   | 277 | 17,6 ***    | 271 |
| 3. Correction du pH du sol               | 9,2 ***  | 277 | 2,6 ***     | 271 |
| 4. <i>Push-pull</i>                      | 5,6 **   | 277 | 1,9 **      | 271 |
| 5. Semis sans labour                     | 17,2 ***   | 277 | 7,7 ***     | 271 |
| 6. Étude du sol                          | 4,5 ***  | 277 | 0,0 ***     | 271 |
| 7. Lisier bio                            | 3,3 ***  | 277 | 0,0 ***     | 271 |

\* Significatif à 10 % \*\* Significatif à 5 % \*\*\* Significatif à 1 %

Dans le groupe comparaison, les pratiques et les technologies d'EOA les moins pratiquées sont l'étude de sol, l'utilisation de lisier bio, la fleur mexicaine, le chaulage, le *push-pull*, la correction du pH du sol. Intuitivement, il existe une corrélation très forte et positive entre le niveau de sensibilisation et l'adoption ou la mise en œuvre des pratiques d'EOA par les agriculteurs tant dans le groupe traitement que dans le groupe comparaison.

### **Certification organique**

La certification biologique est une procédure par laquelle une partie indépendante donne par écrit l'assurance qu'un processus de production est conforme aux normes biologiques. Toute entreprise directement impliquée dans la production de denrées alimentaires peut être certifiée, y compris les fournisseurs de semences, les agriculteurs, les transformateurs de denrées alimentaires, les détaillants et les restaurateurs. Il s'agit d'un outil de marketing qui donne accès à un marché spécial. La certification confère une affirmation positive selon laquelle un producteur suit les règles de la production biologique. Les organismes de certification établis dans les différents pays cibles de l'EOA-I sont énumérés ci-dessous (tableau 10).

**Tableau 10 : Organismes de certification**

| <b>Pays</b> | <b>Organismes de certification</b>   |
|-------------|--|
| Bénin       | SPG, Tierce partie   |
| Éthiopie    | Fair trade, Rainforest alliance, UTZ café et Bird friendly   |
| Kenya       | Ecocert, EAOPS (Kilimohai), Fair Trade, Global gap, Rain Forest, Bird Friendly. Soil Association, Ecocert, IMO, National Organic Programme, Control Union, Africert et Bio Suisse. |
| Mali        | SPG, Tierce partie, ECOCERT  |
| Nigeria     | ECOCERT  |
| Rwanda      | ECOCERT, Control Union, CERES PGS en cours d'élaboration   |
| Sénégal     | CERTISYS & TIERS pour l'international. FENAB & AGRECOL pour le national. (label Natbi),  |
| Tanzanie    | Le TOAM certifie les agriculteurs pour PGS, EAOPS. ECOCERT-Certification tierce partie. Control Union-Tierce partie. TANCERT   |
| Ouganda     | CERES et UGOCERT   |

### **Type de certification biologique & Produits biologiques certifiés**

Les produits biologiques certifiés sont ceux qui ont été produits, stockés, transformés, manipulés et commercialisés conformément à des spécifications techniques précises (normes) et certifiés « biologiques » par un organisme de certification (IFOAM-2005). Le type de produit et de certification est mentionné ci-dessus à l'égard de chacun des pays. Tous les systèmes de certification utilisés pour la certification sont complémentaires.

Toutefois, PGS est populaire car il est considéré comme étant peu coûteux et l'accent mis sur la participation des agriculteurs et des consommateurs locaux est particulièrement adapté aux petits agriculteurs vendant plus localement. Les autres produits obtenus selon le mode de production biologique et non certifiés sont soulignés ci-dessous. La plupart de ces produits sont vendus localement dans les pays – voir tableau 11.

**Tableau 11 : Produits certifiés et Type de certification**

| Pays     | PGS  | Tierce partie  |
|----------|--|--|
| Bénin    | Riz, soja, légumes                         | Ananas (fruit frais, transformé & fruit sec). Coton, noix de cajou   |
| Éthiopie |  | Miel, coton<br>Banane  |
| Kenya    |  | Haricot, pois macadamia, café, avocat, noix de cajou, arbre à thé, herbes, légumes frais & noix de cajou   |
| Mali     | Fonio*, riz, coton                         | Sésame, beurre de karité, coton, mangue  |
| Nigeria  | Cacao                                      | Gingembre, curcuma, hibiscus, piment œil d'oiseau, poivre, moringa (feuilles, poudre & huile)  |
| Rwanda   |  | Café, pyrèthre, huiles essentielles, macadamia, thé, ananas  |
| Sénégal  | Oignon, tomate, poivre, carotte, coton     | Mangue, hibiscus, millet, sésame   |
| Tanzanie | Tournesol, fruits & légumes, avocat, coton | Café, thé, cacao, épices telles que gingembre, girofle, sésame   |
| Ouganda  |  | Café, cacao, coton, sésame, vanille, fruits frais, noix de karité, poisson, hibiscus, piment œil d'oiseau, poivre noir, herbes, fruits congelés. |

- **Bénin** : Légumes locaux, fonio, volaille, huile de cuisine, huile de coco, poisson et savon
- **Éthiopie** : Fruits : Avocat, ananas, fruit de la passion, pomme et papaye. Autres : herbes, épices, café, sésame, encens, résines de gomme.
- **Kenya** : Noix de cajou, coco, mangue, cacahuètes, doubesure, banane, citrouille, légumes locaux et poulet local. Mangue, haricots, légumes locaux, poulet, bovins, chèvres, ananas.
- **Mali** : Millet, oignon, concombre, sorgo, orange, riz et légumes locaux
- **Nigeria** : Riz, hibiscus, légumes locaux, concombre, cresson, telfairia, gombo, poivre, manioc, herbes aromatiques, plantain/banane,
- **Rwanda** : Haricots, maïs, sorgo, riz, fruits, bananes, légumes locaux et pommes de terre irlandaises,
- **Sénégal** : Maïs, millet, sorgo, légumes locaux
- **Tanzanie** : Légumes locaux, tournesol et fruits
- **Ouganda** : Haricot, banane, manioc, maïs, patate douce, pomme de terre irlandaise, riz, sorgo, blé, fruits à coque, citronnelle, soja, quelques fruits tels que la goyave, légumes locaux,

### **État de la certification des exploitations agricoles biologiques**

La production de produits biologiques exige que le producteur soit certifié s'il veut bénéficier de la proposition de valeur marchande qu'offre cette démarche. Par exemple, l'accès aux marchés haut de gamme pour les produits biologiques – qui offrent des prix très compétitifs pour les produits biologiques – exige qu'un producteur fasse l'objet d'une certification biologique pour y avoir accès. Dans cette étude, 50,2 % et 13 % des agriculteurs interrogés des groupes traitement et comparaison respectivement ont été certifiés en tant qu'agriculteurs biologiques.

Au Bénin et au Nigeria, la quasi-totalité (96,7 %) des agriculteurs du groupe traitement sont des agriculteurs biologiques certifiés. En Éthiopie et au Rwanda, aucun agriculteur interrogé dans le cadre de cette étude dans le groupe traitement ou dans le groupe comparaison n'avait été certifié pour l'agriculture biologique. En Ouganda, le groupe comparaison a enregistré un nombre plus élevé d'agriculteurs (43,3 %) certifiés pour l'agriculture biologique par rapport à leurs homologues dans le groupe traitement, qui ne comptait que 35,5 % d'agriculteurs certifiés. Étant



donné que l'étude a volontairement eu recours à un échantillonnage en cluster, il existe un biais inhérent fondé sur le cluster qui a finalement été retenu, ce qui peut ne pas être une représentation exacte de la proportion d'agriculteurs certifiés dans le pays concerné, mais plutôt celle de l'échantillon utilisé dans cette étude.

**Tableau 12 : Proportion d'agriculteurs certifiés pour l'agriculture biologique sur la base de l'échantillon**

| Pays         | Traitement  | n          | Comparaison | n          |
|--------------|-------------|------------|-------------|------------|
| Bénin        | 96,7        | 30         | 3,3         | 30         |
| Éthiopie     | 0,0         | 30         | 0,0         | 30         |
| Kenya        | 63,3        | 30         | 20,0        | 30         |
| Mali         | 19,4        | 36         | 0,0         | 31         |
| Nigeria      | 96,7        | 30         | 13,3        | 30         |
| Rwanda       | 0,0         | 30         | 0,0         | 30         |
| Sénégal      | 60,0        | 30         | 3,3         | 30         |
| Tanzanie     | 86,7        | 30         | 34,5        | 30         |
| Ouganda      | 35,5        | 31         | 43,3        | 30         |
| <b>TOTAL</b> | <b>50,2</b> | <b>277</b> | <b>13,0</b> | <b>271</b> |

En valeurs absolues, le nombre approximatif d'agriculteurs certifiés dans les pays de l'EOA-I par l'intermédiaire de PGS et de certifications par tierce partie figurent dans le tableau 19 ci-dessous. Comme le montre le tableau, l'Éthiopie a enregistré le plus grand nombre d'agriculteurs certifiés biologiques pour un total de 203,602, suivis de près par l'Ouganda et la Tanzanie, respectivement à 190,670 et 148,274 agriculteurs certifiés. Au Nigeria, le nombre d'agriculteurs certifiés était le plus faible (669) – voir tableau 13.

**Tableau 13 : Nombre d'agriculteurs certifiés**

| Pays     | Nombre d'agriculteurs certifiés |
|----------|---------------------------------|
| Bénin    | 6 498                           |
| Éthiopie | 203 602                         |
| Kenya    | 37 295                          |
| Mali     | 3 524                           |
| Nigeria  | 669                             |
| Rwanda   | 44 174                          |
| Sénégal  | 2 800                           |
| Tanzanie | 148 274                         |
| Ouganda  | 190 670                         |

Source : CLO et PIP

### 3.3.2 Indicateurs de résultats

| Indicateurs                                      | Mesure de l'indicateur  | Pays         | Valeurs de référence |             | Objectif      | Mi-parcours   | Fin de parcours |
|--|---|--------------|----------------------|-------------|---------------|---------------|-----------------|
|  |   |              | Traitement           | Comparaison |               |               |                 |
| 1. Niveau de sensibilisation aux pratiques d'EOA | Les agriculteurs sont invités à dresser la liste de toutes les pratiques et technologies d'EOA dont ils sont au courant.<br><br>Si un agriculteur a connaissance d'une pratique, 1 lui est attribué. Le nombre total d'agriculteurs au courant de chaque pratique est additionné et divisé par le nombre total de l'échantillon. Le pourcentage moyen de toutes les pratiques est alors estimé. | Bénin        | 34,3 %               | 23,2 %      |               |               |                 |
|  |   | Éthiopie     | 36,1 %               | 23,6 %      |               |               |                 |
|  |   | Kenya        | 34,7 %               | 23,9 %      |               |               |                 |
|  |   | Mali         | 50,5 %               | 28,6 %      |               |               |                 |
|  |   | Nigeria      | 34,0 %               | 41,0 %      |               |               |                 |
|  |   | Rwanda       | 50,4 %               | 54,4%       |               |               |                 |
|  |   | Sénégal      | 36,3 %               | 17,5%       |               |               |                 |
|  |   | Tanzanie     | 31,8 %               | 9,3%        |               |               |                 |
|  |   | Ouganda      | 32,7 %               | 20,8 %      |               |               |                 |
|  |   | <b>TOTAL</b> |                      |             | <b>37,9 %</b> | <b>26,9 %</b> |                 |
| 2. Expertise des pratiques d'EOA                 | Les agriculteurs sont invités à démontrer leur niveau de connaissance sur une liste de pratiques d'EOA.<br><br>Nous avons eu recours à une échelle de Likert de 1 à 5, avec 1 dénotant l'absence de connaissances et 5 une très bonne connaissance <sup>11</sup> .  | Bénin        | 3,27                 | 2,63        |               |               |                 |
|  |   | Éthiopie     | 2,19                 | 1,85        |               |               |                 |
|  |   | Kenya        | 4,07                 | 3,32        |               |               |                 |
|  |   | Mali         | 3,01                 | 2,79        |               |               |                 |
|  |   | Nigeria      | 3,04                 | 2,84        |               |               |                 |
|  |   | Rwanda       | 3,05                 | 2,85        |               |               |                 |
|  |   | Sénégal      | 2,62                 | 1,64        |               |               |                 |
|  |   | Tanzanie     | 2,77                 | 2,22        |               |               |                 |
|  |   | Ouganda      | 3,27                 | 2,74        |               |               |                 |
|  |   | <b>TOTAL</b> |                      |             | <b>3,03</b>   | <b>2,54</b>   |                 |

<sup>11</sup> **[1] Absence de connaissances** – L'agriculteur n'a pas connaissance de la pratique/technologie **[2] Informé** – L'agriculteur a seulement entendu parler de la pratique/technologie, mais ne peut pas l'expliquer **[3] Connaissances de base** – L'agriculteur peut expliquer les principes fondamentaux de la pratique, mais n'est pas très confiant quant à son application. Il ne l'a jamais essayé. **[4] Connaissances approfondies** – L'agriculteur peut expliquer les fondamentaux de la technologie/pratique avec confiance, il l'a essayé avec des résultats inférieurs à la moyenne **[5] Très compétent** – L'agriculteur peut expliquer la pratique avec précision et peut en démontrer/expliquer son application et la 'appliqué avec des résultats supérieurs à la moyenne.

|   |  |              |        |               |               |  |  |
|---|--|--------------|--------|---------------|---------------|--|--|
|   |  |              |        |               |               |  |  |
| 3. Proportion des pratiques adoptées et mises en œuvre par les agriculteurs | Les agriculteurs sont invités à énumérer toutes les pratiques et technologies d'EOA qu'ils utilisent.<br><br>Si un agriculteur cite une pratique, 1 lui est attribué. Le nombre total d'agriculteurs utilisant chaque pratique est additionné et divisé par le nombre total de l'échantillon. Le pourcentage moyen de toutes les pratiques est alors estimé par pays et globalement. | Bénin        | 21,4 % | 8,6 %         |               |  |  |
|   |  | Éthiopie     | 33,3 % | 18,2 %        |               |  |  |
|   |  | Kenya        | 26,3 % | 17,8 %        |               |  |  |
|   |  | Mali         | 38,1 % | 4,7 %         |               |  |  |
|   |  | Nigeria      | 24,2 % | 21,5 %        |               |  |  |
|   |  | Rwanda       | 39,6 % | 35,0 %        |               |  |  |
|   |  | Sénégal      | 31,9 % | 8,3 %         |               |  |  |
|   |  | Tanzanie     | 23,9 % | 2,3 %         |               |  |  |
|   |  | Ouganda      | 28,4%  | 15,3 %        |               |  |  |
|   |  | <b>TOTAL</b> |        | <b>29,7 %</b> | <b>14,6 %</b> |  |  |

### **3.3.3 Conclusion**

Ceci étant une étude de référence, l'accent a été mis sur l'établissement de l'état actuel des connaissances, des attitudes et de l'adoption des pratiques et technologies de l'EOA par les agriculteurs (les résultats autour de ces éléments sont présentés à la section 3.3 du présent rapport). Elle s'est également efforcée d'établir le type et le nombre de produits certifiés ou non par pays (voir point 3.4), ainsi que la portée de l'EOA-I sur les groupes minoritaires et marginalisés (voir section 3.2). Comme dans l'ensemble de l'étude, l'approche utilisée est celle des groupes traitement et comparaison. Le groupe traitement témoigne d'un niveau de sensibilisation aux pratiques d'EOA plus élevé que celui de leurs homologues du groupe comparaison. De même, le groupe traitement a significativement plus d'expertise et a adopté davantage de pratiques d'EOA que leurs homologues dans le groupe comparaison.

### 3.4 Objectif 2 – Résultats

*Cette section détermine à partir d'un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.*

#### 3.4.1 Portée de l'EOA aux agriculteurs, y compris les jeunes et les autres groupes vulnérables

À partir de l'examen documentaire et de la mise en concordance avec les entretiens clés approfondis menés auprès des responsables de mise en œuvre des piliers, cette étude a établi que le nombre total d'agriculteurs touchés par l'initiative n'a pas changé de manière substantielle par rapport à l'évaluation finale réalisée en 2018. Il a également été noté qu'il reste difficile pour les partenaires d'exécution de fournir des chiffres solides pour toutes les catégories de parties prenantes touchées de diverses façons. Le tableau 14 ci-dessous présente les meilleures approximations du nombre de parties prenantes touchées. Comme le montre le tableau, l'initiative a touché quelque 288,637 producteurs d'EOA. La majorité des producteurs ont été atteints par l'intermédiaire des médias sociaux, du matériel de promotion et des formations de l'EOA. Le Kenya a enregistré le plus grand nombre de producteurs d'EOA avec un total de 176,910.

**Tableau 14 : Nombre de producteurs touchés/ Moyens utilisés**

| La manière dont ils ont été atteints             | Mali       | Bénin         | Ouganda      | Nigeria             | Sénégal       | Tanzanie      | Éthiopie            | Kenya          | Total          |
|--|------------|---------------|--------------|---------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|----------------|
| 1. Formation                                     | 741        | 16 535        | 3 500        | 1 119               | 7 510         | 2 678         | 3 566               | 17 794         | 53 443         |
| 2. Matériel de promotion                         |            | 41            |              | 12 000              | 218           | 294           | 22 750              | 23 570         | 58 873         |
| 3. Vulgarisations                                | 150        | 3 125         |              | 212                 |               | 460           | 100                 |                | 4 047          |
| 4. Médias  |            |               |              |                     |               |               |                     |                |                |
| 5. Médias sociaux                                |            |               |              | 5 000               | 2 251         | 6 018         | 6 039               | 124 000        | 143 308        |
| 6. Conférence/forums                             |            |               |              | 321                 |               | 1 200         | 186                 | 5 312          | 6 833          |
| 7. Articles de recherche/livres                  |            |               |              | 5                   |               | 2 868         | 3                   |                | 2 873          |
| 8. Programmes de formation                       |            | 41            |              | 3<br>(institutions) |               | 2 000         | 1<br>(institutions) |                | 2 041          |
| 9. Rassemblements publics (Barazas)              |            |               | 2 500        |                     | 899           |               | 2 400               |                | 3 399          |
| 10. Programmes d'échanges                        |            |               |              | 5                   |               |               | 2                   | 6 234          | 6 239          |
| 11. Institut agricole et ferme de démonstration  |            |               |              |                     |               |               | 2                   |                | 0              |
| 12. TOT  |            |               |              | 3                   | 298           |               | 285                 |                | 301            |
| 13. Plus d'un médium                             |            |               | 3 150        |                     |               | 1 259         |                     |                | 4 409          |
| 14. Autres (abonnés aux courriers électroniques) |            |               |              |                     |               | 2 868         |                     |                | 2 868          |
| <b>NO. TOTAL D'ACTEURS TOUCHÉS</b>               | <b>891</b> | <b>19 742</b> | <b>9 150</b> | <b>18 668</b>       | <b>11 176</b> | <b>19 645</b> | <b>32 455</b>       | <b>176 910</b> | <b>288 637</b> |

Source – Évaluation finale 2018

### Groupes vulnérables touchés

Aux fins du présent document, les jeunes et les femmes sont classés en tant que groupes vulnérables au même titre que d'autres groupes spéciaux tels que les personnes handicapées physiques, les personnes souffrant d'un handicap médical, les veuves et les orphelins. Le tableau 15 ci-dessous résume le nombre de groupes vulnérables touchés par pays.

**Tableau 15 : Nombre de groupes vulnérables touchés**

| Vulnérabilité  | Béni<br>n | Éthiopi<br>e | Kenya                     | Mali | Nigeria | Rwanda | Sénégal | Ougan<br>da | Tanzani<br>e |
|--|-----------|--------------|---------------------------|------|---------|--------|---------|-------------|--------------|
| Handicap physique                                    |           |              |                           |      |         |        | 2       |             | 96           |
| Handicap visuel                                      |           |              |                           |      |         |        |         |             | 137          |
| Handicap auditif                                     |           |              | 20                        |      |         |        |         |             |              |
| Invalidité médicale (p. ex. personnes séropositives) |           |              | Formation des groupes VIH |      |         |        |         |             | 87           |
| Veuves   |           |              |                           |      |         |        |         |             | 201          |
| Orphelins  |           |              |                           |      |         |        | 15      |             | 82           |
| Autre (précisez) (jeunes & femmes)                   |           |              |                           |      |         |        |         |             | 100 000      |

Au cours de la discussion précédente, la proportion de jeunes et de veuves touchés ou participant à l'étude est encore significativement faible. La proportion de femmes reste inférieure à celle des hommes. Lors des entretiens clés approfondis, il a été établi en outre que ces groupes sont toujours mal desservis. La majorité des partenaires d'exécution ont indiqué que, dans le cadre de leur mise en œuvre, aucune politique n'était en place pour cibler spécifiquement ces groupes.

Tableau 7

#### 3.4.2 Indicateurs de résultats

| Indicateurs  |   |                         | Valeurs de référence | Objectif | Valeurs à mi-parcours | Fin de parcours |
|--|---|-------------------------|----------------------|----------|-----------------------|-----------------|
| 1. Nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les | Il a été demandé à l'organisme d'exécution de l'EOA- I de fournir le nombre et la catégorie de groupes vulnérables avec lesquels ils travaillent. | Handicap physique       | 98                   |          |                       |                 |
|  |   | Handicap visuel         | 137                  |          |                       |                 |
|  |   | Handicap auditif        | 20                   |          |                       |                 |
|  |   | Invalidité médicale (p. | 87                   |          |                       |                 |

|  |                              |         |  |  |  |
|--|------------------------------|---------|--|--|--|
| différentes interventions de piliers de l'EOA. | ex. personnes séropositives) |         |  |  |  |
|  | Veuves                       | 201     |  |  |  |
|  | Orphelins                    | 97      |  |  |  |
|  | Autre (jeunesse & femmes)    | 100 000 |  |  |  |

### 3.4.3 Conclusion

Cette étude a établi le nombre de différents acteurs de la chaîne de valeur d'EOA touchés par l'initiative au moyen de différents supports par pays.

Globalement, la première phase de l'EOA-I a touché environ 288,637 acteurs de la chaîne de valeur de l'EOA, le Kenya enregistrant le plus grand nombre d'acteurs de la chaîne de valeur de l'EOA touchés avec 176,910. En revanche, le Mali n'avait atteint que 891 acteurs de la chaîne de valeur de l'EOA. Moins le nombre d'acteurs de la chaîne de valeur atteint grâce aux médias numériques et imprimés.

Bien que ces chiffres aient été regroupés dans le tableau, cela n'est peut-être pas tout à fait souhaitable, en particulier en raison du problème de la double comptabilisation potentielle. Les supports utilisés pour atteindre les acteurs de la chaîne de valeur comprennent la formation, l'utilisation de matériel imprimé, l'utilisation de services de vulgarisation, les médias imprimés et numériques, l'utilisation des médias sociaux, les programmes d'échanges entre agriculteurs entre autres. Cette étude a également établi que l'EOA-I a touché approximativement 3,6 % de jeunes. Ce chiffre est faible compte tenu du nombre proportionnel de jeunes dans les pays africains. Cela peut toutefois s'expliquer par le fait que la première phase de l'initiative n'a pas explicitement visé les groupes marginalisés et vulnérables tels que les jeunes et les personnes handicapées.

### 3.5 Objectif 3 – Résultats

*La présente section évalue le degré d'utilisation/de couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les zones de projets par pays (niveau des ménages et des partenaires).*

#### 3.5.1 Utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA

L'équipe de consultants a déterminé les indicateurs qui ont trait à l'examen de la manière dont les CLO et les PIP ont soutenu le mouvement d'agriculture biologique écologique dans les 9 pays. Il s'agit ici du niveau de couverture géographique des interventions du projet au sein des unités politiques des pays comme les régions, les comtés, les préfectures, les provinces, etc., pour chaque pilier.

Cela est également lié au nombre de partenariats (et à leur couverture géographique) qui ont été mis en place par les partenaires pour renforcer l'effet multiplicateur des interventions menées dans le cadre du projet dans l'ensemble du pays. Il a également été déterminé le niveau de coordination entre les piliers au niveau de régions particulières et la manière dont cela a constitué des synergies intra- et inter- organisationnelles – voir les tableaux 16-17.

**Tableau 16 : Autres initiatives liées à l'EOA en Afrique de l'Ouest**

|                      | Nom de l'organisme                                    | Type de projet  | Zone de mise en œuvre                        | Nom du donateur soutenant le projet         |
|----------------------|---|---|--|---|
| Sénégal              | Agri. Sud International                               | Vulgarisation sur les pratiques d'EOA                   | Zones de Babagara, de Bambey et de Casamance | AFD (France), EU                            |
|                      | Action Aid  | Activités de plaidoyer, Pratiques d'EOA                 | Bassin arachidier, Sénégal occidental        |   |
|                      | Action contre la faim                                 | Activités de plaidoyer, Suffisance alimentaire          | Vallée du fleuve Sénégal, Podor              | Gouvernement espagnol                       |
|                      | IRD (Institut pour la recherche sur le développement) | Recherche dans les pratiques d'EOA                      | Dakar  | Gouvernement sénégalais                     |
|                      | UGB (Université)                                      | Formation professionnelle                               | Saint-Louis, Étudiants                       | Gouvernement sénégalais et autres donateurs |
|                      | Groupe de travail sur l'agroécologie                  | Sensibilisation sur les pratiques d'EOA                 | Dans tout le pays                            | National                                    |
|                      | Alliance 3AO  | Promotion et activités de plaidoyer de l'EOA.           | National                                     | Europa and Partners                         |
| Bénin                | PADMAR  | Projet du ministère                                     | Sud et Centre du Bénin                       | FIDA  |
|                      | URPAof  | PROMOTION DE LA NOIX DE CAJOU BIOLOGIQUE                | Zou : Sud et Centre du Bénin                 |   |
|                      | AKP   | La régénération assistée de cajou biologique            | Nord, Centre Nord                            |   |
|                      | Ministère de l'agriculture                            | Projet de renforcement des produits EOA                 | Bénin  |   |
|                      | PROSOLO   | Projet de GZ Allemand sur la gestion durable des terres |  | GZ  |
|                      | FAEB  | NGO   | Bénin  |   |
|                      | Université Abomey Calavy                              | Recherche   | Abomey Calavy, Parakou                       |   |
|                      | Université de Parakou                                 | Recherche   | Parakou                                      |   |
|                      | Jnuku   | NGO   | Sud du Bénin                                 |   |
| Fabricant de compost | Organisme privé                                       | Glazoue, Allada   |  |   |



|         |  |   |  |   |
|---------|--|---|--|---|
|         | REPAB  | Fédération de l'agriculture écologique  | Sud du Bénin   |   |
|         | JUS-TILLOU   | Organisme privé   | Allada   |   |
|         | PROCIVA  | Projet allemand   | Zoo, albori  |   |
|         | FAEB   | Fédération de l'agriculture écologique  | Bénin  |   |
| Mali    | FiBL   | Gestion des ressources biologiques pour renforcer la fertilité des sols                         | Sikasso (Zoumana Diassa) et Koulikoro (Maféya)                                 | FiBL  |
|         | Helvetas   | Travaille avec les agriculteurs en agriculture biologique                                       | Sikasso, Ségou   | Helvetas  |
|         | MOBIOM   | Travaille avec les agriculteurs dans la production de coton, de sésame et de beurre biologiques | Sikasso  | MOBIOM  |
|         | GIP BIO  | Agriculture basée sur les pratiques d'EOA   | Bamako   | ELVETAS. Suisse, Angleterre                           |
|         | AMSD   | Agriculture écologique  | Bamako et Nionsonbougou  | Suisse. Elvetas (dépendent de l'activité)             |
|         | BEDE   | Recherche   | National   | France  |
|         | COFERSA  | Agriculture écologique  | Bamako   | BEDE, FAO, LUXE DÉVELOPPEMENT                         |
|         | USA-CANADA   | Pratiques d'EOA. Culture et agriculture sèches  | SEVERE, doutzaen   | Canada  |
|         | CAB DEMESO   | Développement rural (lait, semences, pratiques d'EOA)   | SAFO BAMAOKO   | USA-CANADA  |
| Nigeria | Contec Global Organic Company  | Mise en place de fermes de démonstration utilisant des engrais organiques                       | 9 États de la fédération   | Développement du marché dans le delta du Niger (MADE) |
|         | JDPL Ekiti   | Agriculture & empowerment   | Ekiti  | Miscerror   |
|         | U.I et Association des praticiens de l'agriculture biologique du Nigeria | Fruits & légumes  | Sud-ouest du Nigeria   | FARA  |
|         | Programme de développement agricole de l'État d'Oyo (ASADEP)             | Promotion de l'agriculture biologique   | État d'Oyo (Tous les autres États ont des programmes similaires)               | État  |
|         | ANSADEP – État d'Anambra ADP   | Légumes, riz et manioc  | Agriculteurs dans toutes les zones d'administration locale de l'État d'Anambra | Gouvernement de l'État d'Anambra.                     |
|         | OM4D   | Soutien à l'agriculture biologique  | Ghana, Togo, Burkina Faso, Princeton   | Deutch  |
|         | ECOWAS   | Déclaration sur l'agriculture biologique  | Togo, Co'de devour, Burkina Faso   | ECOWAS  |

**Tableau 17 : Autres initiatives liées à l'EOA en Afrique de l'Est**

|          | Nom de l'organisme                        | Type de projet   | Zone de mise en œuvre     | Nom du donateur soutenant le projet |
|----------|---|--|---------------------------|-------------------------------------|
| Éthiopie | PAN                                       | Technologie <i>push-pull</i> et lutte contre les organismes nuisibles à l'échelle locale | National                  | ICIPE                               |
|          | ISD                                       | Lutte contre les organismes nuisibles à l'échelle locale (sorgo et maïs)                 | Région de Amara Tigre     | ICIPE                               |
|          | ISD                                       |  |                           | IFAM                                |
|          | SNV – Org. de dév. des Pays-Bas           | Utilisation du lisier bio en agriculture   |                           |                                     |
|          | Universités (Wuolo, Wuldea, Debra Markos) | Recherche adaptative (sorgo & maïs)  | Région d'Amara de l'Ouest | Gouvernement français               |
|          | GIZ                                       | Technologie biogaz & lisier bio pour l'agriculture                                       |                           | GIZ                                 |

|         |   |   |                                |   |
|---------|---|---|--------------------------------|---|
| Rwanda  | Commerce biologique pour l'AE (OTEA)  | Système de garantie biologique, VCD, renforcement institutionnel et assistance administrative | National                       | SIDA par l'intermédiaire de l'IFOAM                         |
|         | ROAM  | Organisation faitière pour le secteur de l'agriculture biologique au Rwanda                   | National                       | EOA, GTZ et d'autres donateurs                              |
|         | Food for the hungry   | Agroécologie  | National                       | Financement par donateurs                                   |
|         | Agri promotions Ltd   | Lombriculture   | National                       | Financement par donateurs                                   |
|         | HUGUKA  | Agriculture durable   | National                       | EU, Pays-Bas, gouvernement du Rwanda                        |
| Ouganda | SATNET  | Développement de la chaîne de valeur biologique   | Ouest de l'Ouganda             | Financement par donateurs et contributions des membres      |
|         | PELUM   | Utilisation écologique des terres et activités de plaidoyer                                   | National                       | Subventions multiples                                       |
|         | NOGAMU  | Org. faitière Chaîne de valeur biologique et marketing et actions de plaidoyer                | National                       | Danemark, BMZ   |
|         | KULIKA TRUST  | Formation, activités de plaidoyer et production biologique                                    | National                       | Sources propres de financement et financement par donateurs |
|         | CARITAS Ouganda   | Utilisation écologique des terres et activités de plaidoyer                                   | National                       | Église catholique et donateurs multiples                    |
|         | CARITAS Kampala/Kabale/Masaka   | Formation, production et commercialisation dans le domaine de l'agriculture biologique        | Région centrale et occidentale | Fonds propres et collecte de fonds                          |
|         | Réseau africain 2000  | Formation et production/commercialisation de produits biologiques                             | National                       | Financement par donateurs                                   |
|         | St Jude   | Formation et démonstration et production  | Central                        | Collecte de fonds et sources propres                        |
|         | NARO  | Démonstration dans le domaine de la recherche Formation et production                         | National                       | Subventions publiques                                       |
|         | UGOCERT   | Certification   | National                       | Fonds propres   |
|         | CERES (réseau national affilié en Afrique)                                  | Certification par tierce partie, agriculture durable et développement du marché               | National                       |   |
|         | La communauté rurale dans le développement (RUCID)                          | Formation à l'EOA et marketing  | Mityana/région centrale        | Fonds propres et partenariats                               |
|         | Centre de formation biologique de Kasenge Riverford                         | Formation et développement/gestion et commercialisation de la chaîne de valeur biologique     | Région Centre                  | Fonds propres et financement par donateurs                  |
|         | Université des martyrs d'Ouganda (UMU)                                      | Formation et recherche  | National                       | Catholic Church Consultancy                                 |
|         | AFIRD   | Agriculture durable   | Région Centre                  | Financement par donateurs                                   |
|         | Université Makerere   | Recherche, formation et production biologique   | National                       | Fonds propres et financement par donateurs                  |
|         | Forum des petits exploitants agricoles pour l'Afrique orientale et australe | Activités de plaidoyer pour l'EOA et les petits exploitants agricoles                         | National                       | Financement par donateurs                                   |

|   |   |  |                              |   |
|---|---|--|------------------------------|---|
|   | Send a cow Uganda   | Agriculture biologique   | National                     | Financement par donateurs   |
|   | Initiative de développement axé sur les compétences       | Formation, valeur ajoutée et commercialisation dans le domaine de l'agriculture biologique         | Région Centre                | Fonds par donateurs   |
|   | Agriculture durable pour le réseau de développement rural | Formation et sensibilisation à l'EOA   | National                     | Financement par donateurs   |
| Kenya   | Welt Hunger Hilfe Kenya                                   | Agriculture durable (production au moyen de pratiques biologiques)                                 | Kakamega                     | BMZ/DFID/EU/USAID   |
|   | Green Peace Africa  | Mise en œuvre de l'agroécologie et promotion de l'EOA  | Afrique                      | ESAFF, Centre africain pour la biodiversité (ACB), Réseau africain pour la biodiversité (ABN) |
|   | Pelum Kenya   | EOA  | Kakamega, Busia              | SSNC  |
|   | Yard  | Amélioration de la productivité de l'agriculture biologique  | Gatanga                      | Tudor Trust   |
|   | GBIAL   | Permaculture   | Kilimabogo                   | Miseror   |
|   | RIDEP   | Agriculture sèche  | Tharaka                      | Tudor Trust   |
|   | Programme CREP  | EOA  | Awasi                        |   |
|   | G-BIACK   | Application de la micro-agriculture biointensive, options biologique, écologique et technologique. | Kiambu                       | Action écologique/Auto-assistance Kilili  |
|   | RODI Kenya  |  | Kiambu                       |   |
|   | Formation INADES  |  | Machakos                     |   |
|   | SEED Savers   |  | Nakuru                       |   |
|   | COSDEP  |  | Kiambu                       |   |
|   | Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique      |  |                              | Sida  |
|   | Tanzanie  | SWISSAID   | Agroécologie                 | Morogoro, Mtwara-Masasi   |
| Institut pour le développement rural (IRDP)             |   | Agriculture, sylviculture, apiculture & Animaux  | Morogoro, Dodoma             | EU  |
| Groupe tanzanien pour la conservation des forêts (TFCG) |   | Agroforesterie   | Morogoro, Dodoma             | UKAID   |
| MJUMITA   |   | Agroforesterie   | Mouvement national           | UKAID   |
| PADMAR  |   | Projet du ministère  | Sud et Centre du Bénin       | FIDA  |
| URPAof  |   | PROMOTION DE LA NOIX DE CAJOU BIOLOGIQUE   | Zou : Sud et Centre du Bénin |   |
| AKP   |   | La régénération assistée de cajou biologique   | Nord, Centre Nord            |   |
| Ministère de l'agriculture                              |   | Projet de renforcement des produits EOA  | Bénin                        |   |
| PROSOLO   |   | Projet de GZ Allemand sur la gestion durable des terres  |                              | GZ  |
| FAEB  |   | NGO  | Bénin                        |   |
| Université Abomey Calavy                                |   | Recherche  | Abomey Calavy, Parakou       |   |
| Université de Parakou                                   |   | Recherche  | Parakou                      |   |
| Jnuku   |   | NGO  | Sud du Bénin                 |   |
| Fabricant de compost                                    |   | Organisme privé  | Glazoue, Allada              |   |
| REPAB   |   | Fédération de l'agriculture écologique   | Sud du Bénin                 |   |
| JUS-TILLOU  |   | Organisme privé  | Allada                       |   |
| PROCIVA   |   | Projet allemand  | Zoo, albori                  |   |
| FAEB  | Fédération de l'agriculture écologique                    | Bénin  |                              |   |

### 3.5.2 Indicateurs de résultats

| Indicateurs   | Mesure de l'indicateur   | Pays     | Niveau de référence | Objectif | Mi-parcours | Fin de parcours |
|---|--|----------|---------------------|----------|-------------|-----------------|
| 1. Degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines relevant du projet par pays | Cela correspond au nombre d'initiatives liées à l'EOA mises en œuvre dans chaque pays. | Bénin    | 14                  |          |             |                 |
|   |  | Éthiopie | 6                   |          |             |                 |
|   |  | Kenya    | 14                  |          |             |                 |
|   |  | Mali     | 9                   |          |             |                 |
|   |  | Nigeria  | 7                   |          |             |                 |
|   |  | Rwanda   | 6                   |          |             |                 |
|   |  | Sénégal  | 7                   |          |             |                 |
|   |  | Tanzanie | 4                   |          |             |                 |
|   |  | Ouganda  | 12                  |          |             |                 |

### 3.5.3 Conclusions

D'autres initiatives liées à l'agriculture biologique démontrent clairement qu'il existe plusieurs initiatives en matière d'agriculture biologique dans l'ensemble des 8 pays, toutefois l'information disponible était insuffisante.

Il est donc nécessaire que les plateformes nationales soient plus dynamiques et qu'elles associent tous les acteurs de l'agriculture biologique, afin que ces informations soient facilement disponibles et mises à jour. Cela serait important pour faciliter le suivi des statistiques d'EOA pertinents et précis (agriculteurs, niveaux d'investissement, acteurs, etc.) dans le pays.

### 3.6 Objectif 4 – Résultats

*Cette section évalue l'état d'avancement des stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau national.*

#### 3.6.1 Stratégies de plaidoyer au niveau des partenaires d'exécution

L'équipe de consultants s'est concentrée sur l'état/la mesure dans laquelle les activités de plaidoyer et les autres stratégies de mise en œuvre des CLO et des PIP ont conduit à l'intégration de l'EOA dans les politiques, les plans, les stratégies et les programmes universitaires au niveau national. Il était évident que la majorité des organismes d'exécution ne disposaient pas d'une stratégie formelle de plaidoyer ancrée institutionnellement. Toutefois, tous avaient mis en œuvre des éléments de plaidoyer dans le cadre de leurs diverses activités, qui sont examinées ci-après. Le tableau 18 présente également les politiques et programmes/plans existants en matière de production biologique dans les différents pays.

**Tableau 18 : Stratégies de plaidoyer des partenaires d'EOA**

| Pays     | Partenaire  | Stratégie formelle de plaidoyer documentée  |
|----------|---|---|
| Bénin    | Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique    | Aucune  |
|          | Plateforme d'acteurs de la société civile                               | Aucune  |
|          | Crasteda  | Aucune  |
| Éthiopie | Université Mekele   | Aucune  |
|          | PAN   | Aucune  |
|          | Institut pour le développement durable                                  | OUI – dans le document de stratégie   |
| Kenya    | Université d'Egerton  | Aucune  |
|          | Réseau d'agriculture biologique du Kenya                                | Plan stratégique pour le développement de l'agriculture biologique au Kenya (2018-2022) |
|          | BioVision Africa Trust  | Aucune  |
| Mali     | IER   | Aucune  |
|          | Institut polytechnique rural  | Oui – dans le document de stratégie   |
|          | Réseau malien pour la transformation locale du coton biologique         | Aucune  |
|          | Association des organisations professionnelles paysannes                | Oui – dans le document de stratégie   |
| Nigeria  | Université d'Ibadan   | Aucune  |
|          | Université de l'État de Kwara   | Aucune  |
|          | Initiative pour des aliments sains pour les consommateurs               | Aucune  |
|          | Réseau nigérian d'agriculture biologique                                | Association des praticiens de l'agriculture biologique (2017-2031)                      |
| Sénégal  | ENDA PRONAT   | Aucune  |
|          | Association sénégalaise pour la promotion de l'agriculture biologique). | Aucune  |

|          |  |  |
|----------|--|--|
|          | Association pour l'agriculture & l'écologie.           | Aucune   |
|          | Fédération nationale pour l'agriculture biologique     | Plan stratégique national EOA (2017-2037)  |
| Tanzanie | Agriculture durable Tanzanie                           | « Intégration de l'agriculture biologique, l'égalité des sexes et la gestion de l'environnement dans l'enseignement supérieur »      |
|          | PELUM Tanzanie   | Stratégie de campagnes de radio communautaire, dialogue communautaire et forums des parties prenantes à l'intention des agriculteurs |
|          | Mouvement pour l'agriculture biologique de la Tanzanie | - Plan stratégique du TOAM.<br>- Programme de développement du secteur biologique (OSDP).  |
| Ouganda  | Université des martyrs d'Ouganda                       |  |
|          | Université Makerere                                    |  |

### ***Bénin***

Le Bénin dispose du plan d'Innovation pour une croissance agricole durable (2017) qui encourage l'utilisation d'herbicides et d'engrais biologiques dans les chaînes de valeur du riz et du soja. Bien que les PIP ne disposent pas d'une stratégie formelle de plaidoyer, ils ont formalisé leurs relations avec différentes parties prenantes pour atteindre leurs objectifs. La stratégie de plaidoyer de l'OBEPAB s'est attachée à mobiliser et faire venir des dirigeants politiques lors d'événements/de conférences/manifestations faisant la promotion des pratiques d'EOA. Cette stratégie a été couronnée de succès puisque le programme de l'EOA a été inscrit à l'ordre du jour des réunions clés du gouvernement en matière d'affaires agricoles. Le ministère a ainsi mis en place une feuille de route pour la promotion de l'EOA. Elle comprend également une collecte de données plus solide sur les agriculteurs, la compréhension de leur point de vue, les possibilités et les défis pour accroître la visibilité de l'EOA. La stratégie a également exercé une influence sur le ministère pour la reconnaissance de pesticides biologiques. Ils sont actuellement en train de tester quelques échantillons pour en établir l'efficacité. La stratégie de plaidoyer du PASCIB n'a pas encore été menée à son terme, toutefois un élément de sensibilisation est inclus dans sa stratégie de communication.

### ***Éthiopie***

Le ministère de l'agriculture possède un certain nombre d'éléments d'EOA, y compris la promotion de l'engrais organique dans sa Stratégie en matière d'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. L'Éthiopie a également tenu la 1<sup>e</sup> Conférence nationale sur l'agriculture biologique en 2018, présidée par le département d'État de l'agriculture et un comité de pilotage créé pour élaborer des termes de référence d'un comité technique ayant pour objet d'élaborer la stratégie nationale. L'université Mekele a également organisé une série d'ateliers destinés à sensibiliser les gouvernements régionaux à la nécessité de passer de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique.

ISD – Chaque année, l'ISD organise une campagne nationale de sensibilisation dans le cadre de la diversité culturelle, ainsi qu'une semaine d'actions sur l'agriculture biologique au cours de laquelle l'EOA est valorisée.

PAN – L’institution ne dispose pas d’une stratégie formelle écrite de plaidoyer, mais elle travaille sur un plaidoyer informel sur un certain nombre de questions par l’intermédiaire de réunions et d’ateliers organisés, tels que : L’intégration des méthodes d’IPM au sein du Système national d’aide à la lutte contre les organismes nuisibles pour la production de coton, le développement du règlement relatif à la gestion des déchets d’équipements électriques et électroniques, et le projet d’élimination du plomb dans les peintures en Afrique.

### **Kenya**

Le Plan stratégique pour l’agriculture biologique du Kenya (2018-2022), ancré au KOAN, sert de moteur à l’investissement dans l’achèvement du développement de la politique en faveur d’OA, l’intégration de l’OA dans les administrations nationales et régionales, la représentation du secteur biologique dans la transposition des traités internationaux et la promotion de la reconnaissance de l’agriculture biologique dans le programme national de développement. Ces efforts ont abouti à un projet de politique en matière d’agriculture biologique, à l’élaboration d’un plan sectoriel relatif à l’agriculture biologique écologique et à exercer une influence auprès du comté de Kirinyaga, au Kenya, en faveur d’un sous-comté dédié à l’agriculture biologique.

### **Mali**

Les efforts de lobbying de l’Institut d’économie rurale (IER) ont porté sur la mobilisation de ressources pour les initiatives d’EOA de la part d’institutions, du gouvernement et sur une implication accrue des femmes dans l’agriculture biologique afin d’améliorer leurs revenus. Cette dernière action a reçu le soutien de Syprobio (un projet financé par l’Union européenne par le biais de la Coopération suisse). L’institution dispose également de ressources pour la Gestion des ressources biologiques pour améliorer la fertilité des sols (ORM4SOIL), également financée par la Coopération suisse visant à l’amélioration continue du sol.

La stratégie de plaidoyer de l’Institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée est comprise dans son plan stratégique. L’institution collabore avec différentes parties prenantes, telles que la Banque mondiale, la GIZ, la FAZAM (organisation canadienne) pour améliorer la qualité de la formation sur les pratiques d’EOA, favoriser l’équilibre entre les hommes et les femmes avec un objectif de 30 % de femmes prenant part à des cours liés à l’agriculture. Cela a contribué à accroître l’inclusion des femmes dans les programmes de doctorat.

Le pilier de gestion du projet REMATRAC-BIO ne dispose pas d’une stratégie de plaidoyer explicite ; il mène de manière informelle des actions de plaidoyer par l’intermédiaire de réunions, de formations, de foires, de séminaires, de visites de courtoisie à des responsables politiques. Ils invitent des responsables politiques et leur fournissent des informations et les dernières nouvelles relatives à l’EOA. Cette approche est opérationnelle depuis 2015 et a permis l’inclusion de plusieurs maires dans le projet EOA et sa promotion.

Le plaidoyer de la CLO Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) a porté sur la contribution à l’évolution des politiques et des pratiques nationales et locales pour l’EOA au Mali, en influençant les politiques, la prise en considération de l’EOA au sein du budget national et du fonds national, la contribution à la modification de la politique agricole : p. ex.

concernant les semences. La politique prévoit désormais qu'un certain nombre de cultures biologiques soient prises en compte dans les programmes de subvention et pour l'accès des femmes, des jeunes et d'autres acteurs marginalisés au financement par l'intermédiaire du FIDA et dans les différents programmes au niveau des états.

### ***Nigeria***

Le Nigeria dispose d'une association de praticiens de l'agriculture biologique (2017-2031), qui compte le plaidoyer au nombre de ses domaines thématiques. La stratégie est ancrée au NOAN.

Des efforts ont été faits en vue d'intégrer les politiques de l'EOA dans les cadres d'action nationaux et un 3e projet de loi sur l'agriculture biologique au Nigeria est actuellement en discussion. Le pays accueille également chaque année un Sommet national des entreprises en agriculture biologique (NOABS). Le sommet réunit les parties prenantes pour discuter des questions liées aux difficultés rencontrées dans l'intégration de l'EOA au développement national. Le sommet est organisé par rotation et a contribué à accroître la sensibilisation et les débouchés commerciaux pour les produits d'EOA à travers le pays.

L'initiative pour des aliments sains pour les consommateurs (HeFCI) a fait du lobbying informel au niveau national pour restreindre l'utilisation des produits chimiques et a obtenu une réduction des subventions pour les intrants non-biologiques. Il y a eu l'inclusion des intrants biologiques dans le Programme de renforcement de la croissance du gouvernement fédéral grâce à une action de lobbying coordonné par NOAN. Il en a résulté des engrais organiques, des semences naturelles et d'autres intrants biologiques admissibles qui sont subventionnés par les pouvoirs publics au bénéfice des agriculteurs.

### ***Rwanda***

Au Rwanda, le statut de la stratégie d'EOA doit encore être élaboré au sein du Mouvement pour l'agriculture biologique Rwanda, qui est une organisation faîtière nationale qui rassemble les producteurs, les organisations d'agriculteurs, les transformateurs, les sociétés exportatrices, les sociétés importatrices, les institutions et les organisations qui sont fortement impliquées dans la production biologique, la transformation, la commercialisation et l'exportation de produits biologiques au Rwanda ou le soutiennent.

### ***Sénégal***

Le plan du Programme national d'investissement agricole pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PNIASAN) du Sénégal est en attente de validation ; néanmoins, la Fédération nationale pour l'agriculture biologique a élaboré le Plan stratégique national de l'EOA 2017-2037. Le Sénégal a plusieurs grandes stratégies formelles parmi les partenaires de développement qui touchent à l'agriculture biologique. Il s'agit notamment de la Sécurisation des propriétés foncières par l'autorité soutenue par l'AFD (Agence française pour le développement) et le NEPAD. La stratégie aborde la politique de la propriété foncière et le dialogue politique sur l'EOA. La gestion des GMO 2009-2027 ; Les principes de précaution soutenus par le BMZ conduisant à la réglementation sur la sécurité biologique au Sénégal.



## **Tanzanie**

En 2018, SAT en Tanzanie, au moyen d'une stratégie dite d'« Intégration de l'agriculture biologique, l'égalité des sexes et la gestion de l'environnement dans les établissements d'enseignement supérieur » a soutenu le processus en élaborant trois modules sur l'agriculture biologique, l'égalité hommes-femmes dans l'agriculture et la gestion de l'environnement en utilisant la plateforme d'innovation SAT pour l'agriculture biologique. Ceux-ci ont contribué à l'élaboration d'un nouveau programme de formation par le ministère de l'agriculture dont la mise en œuvre a permis d'attirer du soutien pour les instituts de formation (projet ASTI). Les supports de formation sont alignés sur les pratiques d'EOA, tant pour les agriculteurs que pour les éleveurs.

Le lobbying et le plaidoyer pour influencer les partenariats, les réseaux et les ministères sont l'un des domaines stratégiques du TOAM. L'organisation a participé à l'élaboration de notes d'orientation visant à influencer le gouvernement en vue de soutenir l'EOA grâce à la mise en œuvre opérationnelle de la politique agricole nationale 2013 de la Tanzanie et à l'organisation de forums nationaux sur la politique biologique nationale.

PELUM Tanzanie a utilisé les campagnes de communication sur les radios communautaires, le dialogue communautaire et les forums de parties prenantes des agriculteurs pour défendre le droit des agriculteurs aux semences, les droits fonciers des femmes et le programme d'actions d'EOA. L'initiative sur les semences a poussé l'industrie des semences à tenir compte des préoccupations des agriculteurs en ce qui concerne la disponibilité de semences de qualité à des prix raisonnables, et a donc été étendue à la production de semences de qualité déclarée (QDS) qui a été définie dans le Programme de développement du secteur agricole (ASDP II). Le programme comprend également le projet de développement du secteur de la production biologique en tant que livrable.

## **Ouganda**

La stratégie actuelle en faveur de la promotion de l'EOA en Ouganda est traduite dans la politique de l'EOA en Afrique de l'Est qui est en place. Le projet de politique de l'Ouganda, qui est actuellement un document de cabinet en attente de finalisation, et les agences EOA d'exécution des piliers disposent d'éléments plaidant en faveur de l'EOA.

### **3.6.2 AfrONet**

La mission d'AfrONet est « de stimuler le secteur de l'OA pour une transformation de l'agriculture de subsistance en systèmes d'exploitation agricoles socioculturels, abordables, productifs, efficaces et compétitifs, garantissant la suffisance et la souveraineté alimentaires, la croissance des revenus et l'équité ». Ainsi qu'il ressort de sa mission, AfrONet met l'accent sur le lobbying en faveur d'une agriculture biologique unifiée et dynamique en Afrique. L'institution a appliqué des stratégies de plaidoyer à la fois formelles et informelles pour influencer le programme d'action de l'EOA en Afrique. Notons à ce titre la Conférence sur la production biologique africaine (AOC) organisée par AfrONet tous les 3 ans en tant que plateforme de parties prenantes, afin de partager les connaissances, les expériences et les points de vue sur divers sujets de préoccupation dans le domaine de l'agriculture biologique et écologique.

**Tableau 19 : Partenariats élaborés par AfrONet avec les communautés de donateurs**

| Organisation   | Activité principale                                  | Pays  |
|--|--|---|
| IFOAM  | Commerce biologique                                  | Kenya, Ouganda, Rwanda et Burundi                             |
| BioVision Africa Trust   | Initiative pour l'Agriculture biologique écologique  | Kenya, Ouganda, Tz, Bénin, Mali, Sénégal<br>Éthiopie, Nigeria |
| Swiss AID Tz   | Soutien à l'agriculture biologique                   | Continental   |
| Académie Andreas Hermes (AHA)  | Appui aux capacités institutionnelles                | Continental   |
| UNCTAD   | Commerce & politiques                                | Continental   |
| Société internationale de la recherche sur l'agriculture biologique (ISOFAR) | Recherche biologique                                 | Continental   |
| UNFAO  | Commercialisation de l'agriculture biologique        | Continental   |
| AUC  | Soutien à la conférence sur l'agriculture biologique | Continental   |

AfrONet a également plaidé en faveur de l'inclusion et de l'intégration des politiques d'EOA en soutenant les initiatives et les partenariats dans l'ensemble de la région.

L'institution a soutenu le Symposium sur la politique biologique d'Arusha, qui a influencé les politiques de développement biologique au Kenya, en Ouganda et à Zanzibar. Actuellement, AfrONet a conclu des partenariats dans 30 pays africains, y compris les 8 pays qui mettent en œuvre l'initiative. Ces partenariats stratégiques ont contribué à l'adhésion des mouvements biologiques en Afrique du Sud et au Maroc au mouvement EOA.

### 3.6.3 Indicateurs de résultats

| Pays     | Partenaire   | Stratégie de plaidoyer               |                                    |            | Objectif | Mi-parcours | Fin de parcours |
|----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------|----------|-------------|-----------------|
|          |  | Existant sous la forme d'un document | Existant sous la forme d'activités | Inexistant |          |             |                 |
| Bénin    | Organisation béninoise pour la promotion de l'agriculture biologique |                                      |                                    | x          |          |             |                 |
|          | Plateforme d'acteurs de la société civile                            |                                      | x                                  |            |          |             |                 |
|          | Crasteda   |                                      |                                    | x          |          |             |                 |
| Éthiopie | Université Mekele  |                                      |                                    | x          |          |             |                 |
|          | PAN  |                                      |                                    | x          |          |             |                 |
|          | Institut pour le développement durable                               | x                                    |                                    |            |          |             |                 |
| Kenya    | Université d'Egerton   |                                      |                                    | x          |          |             |                 |
|          | Réseau d'agriculture biologique du Kenya                             | x                                    |                                    |            |          |             |                 |

|          |   |        |   |   |   |   |   |
|----------|---|--------|---|---|---|---|---|
|          | BioVision Africa Trust  |        |   | x |   |   |   |
| Mali     | IER   |        |   | x |   |   |   |
|          | Institut polytechnique rural  | x      |   |   |   |   |   |
|          | Réseau malien pour la transformation locale du coton biologique         |        |   | x |   |   |   |
|          | Association des organisations professionnelles paysannes                | x      |   |   |   |   |   |
| Nigeria  | Université d'Ibadan   | Aucune |   | x |   |   |   |
|          | Université de l'État de Kwara   | Aucune |   | x |   |   |   |
|          | Initiative pour des aliments sains pour les consommateurs               | Aucune |   |   |   |   |   |
|          | Réseau nigérian d'agriculture biologique                                | x      |   |   |   |   |   |
| Sénégal  | ENDA PRONAT   | Aucune |   | x |   |   |   |
|          | Association sénégalaise pour la promotion de l'agriculture biologique). | Aucune |   | x |   |   |   |
|          | Assoc. pour l'agriculture & l'écologie.                                 |        |   | x |   |   |   |
|          | Fédération nationale pour l'agriculture biologique                      | x      |   |   |   |   |   |
| Tanzanie | Agriculture durable Tanzanie  | “      | x |   |   |   |   |
|          | PELUM Tanzanie  |        | x |   |   |   |   |
|          | Mouvement pour l'agriculture biologique de la Tanzanie                  | - x    |   | - | - | - | - |
| Ouganda  | Université des martyrs d'Ouganda  |        |   | x |   |   |   |
|          | Université Makerere   |        |   | x |   |   |   |

### 3.6.4 Conclusion

Il n'y a eu que 3 projets de stratégies de sensibilisation au niveau national : au Kenya, en Ouganda et au Nigeria. Tous les pays à l'exception de l'Éthiopie, du Rwanda et du Mali disposaient de programmes et de plans nationaux explicites. Tous les PIP interrogés étaient impliqués dans des activités de plaidoyer ; cependant, à l'exception de la majorité des 9 qui ont intégré des initiatives de plaidoyer dans leurs plans et stratégies d'organisation, les 11 avaient des stratégies informelles de plaidoyer et les 5 institutions d'apprentissage n'en avaient aucune car cela ne relevait pas directement de leur mandat.

## 3.7 Objectif 5 – Résultats

*Cette section évalue les capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en matière de planification de projet, de*

*mise en œuvre, de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et d'application à grande échelle sur les plans technique et financier.*

### **3.7.1 Points forts et lacunes des structures de soutien institutionnel et du système de suivi et d'évaluation**

Les consultants ont évalué les capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en matière de planification de projet, de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et d'application à grande échelle sur les plans technique et financier.

#### **Compétences du personnel**

Le personnel de l'EOA au niveau des piliers est, en majorité, bien qualifié en ce qui concerne ses capacités techniques. Toutefois, ils n'ont pas entièrement démontré leur savoir-faire en matière de gestion de projet, de suivi et d'évaluation et de reporting, si l'on en croit la dernière évaluation, la récente évaluation des capacités et la présente étude de référence. Cela pourrait être en partie attribué aux ressources limitées allouées, soit 10 % des coûts administratifs; ce qui explique que le personnel consacre un temps limité alors que les autres PIP font appel à des bénévoles.

#### **Mobilisation des ressources**

Cet aspect important pour la durabilité à long terme des PIP et pour l'application à l'échelle de EOA-I ; C'est une des principales faiblesses des PIP.

#### **Gestion financière et reporting**

Une préoccupation notable a également été exprimée dans l'évaluation finale et la récente évaluation des capacités. Les consultants ont évalué les progrès réalisés sur la base des efforts fournis par la BvAT pour améliorer les pratiques comptables des partenaires et des améliorations notables ont été observées<sup>12</sup>.

#### **Partage d'expérience entre piliers**

Le partage d'expérience aurait dû être principalement mené par les CLO également mais il a globalement été faible étant donné que les PIP se sont focalisés sur divers chaînes de valeur, ce qui a limité les possibilités de synergies.

#### **Systèmes de suivi et d'évaluation**

---

<sup>12</sup> Comme l'a indiqué l'évaluation des capacités, 11 organisations (SACDEP, Université d'Egerton, Pelum Tanzanie, Pelum Kenya, BvAT, ISD, Mekele, Enda Pronat, PASCIB, CRATEDA, Université d'Ibadan) présentaient un faible risque en ce sens qu'elles ont développé des systèmes de gestion financière et des cadres de contrôle fonctionnels, 9 (KOAN, AOPP, NOAN, OBEPAB, AGRECOL, IER, REMATRAC BIO, KWASU, FACAN) présentaient un risque moyen. 1 (IPR) présentait un risque significatif et 6 (TOAM, Makere, FENAB, ASPAB, OFPSAN, HEFCI) présentaient un risque élevé, ce qui implique que la possibilité d'une utilisation abusive des fonds était importante.

Le succès de tout projet/programme est étroitement lié au système actuel de suivi et d'évaluation (M&E) et l'EOA-I ne fait pas exception<sup>13</sup>. Au niveau central, le système M&E est utilisé pour collecter et gérer les données de projet/de programme qui fournissent des éléments de preuve requis pour conseiller et guider les décisions de gestion.

Cette étude a établi que, de manière générale, l'EOA-I dispose d'un cadre M&E couvrant l'ensemble des rôles et des fonctions des différentes structures de l'EOA-I : des plateformes continentales, régionales et nationales et de leurs comités de pilotage respectifs ; aux organisations nationales chefs de file et partenaires d'exécution de piliers pour chaque pilier.

Dans tous les projets/programmes, la règle empirique est que 5 à 10 % du budget devraient être alloués au M&E<sup>14</sup>. Ce budget sert à développer l'infrastructure M&E respective et à soutenir la mise en œuvre du plan M&E, la collecte, la gestion, le traitement et la diffusion des données et, le cas échéant, le renforcement des capacités. Cette étude a établi que l'EOA-I, au cours de la première phase, a alloué environ 8 % du budget au M&E. Bien que le budget alloué soit conforme à l'allocation proportionnelle requise, il y a manifestement un manque d'infrastructure M&E, de système de collecte et de gestion des données, et d'outils de collecte des données dans l'ensemble des points nodaux de la structure EOA-I.

En outre, cette étude a déterminé que la majorité des agences d'exécution, de coordination et d'exécution de l'EOA-I n'ont pas de personnel exclusivement consacré aux fonctions M&E, tant pour l'EOA-I que pour l'organisation concernée en général. Il s'agit d'une déficience fondamentale qui implique une faiblesse systémique sans possibilité de correction automatique.

Ces faiblesses dans le système M&E étaient également mises en évidence par la difficulté avec laquelle les organisations impliquées dans la mise en œuvre de l'EOA-I ont fourni les données demandées aux fins de la présente étude.

Le tableau 20 donne un aperçu des points forts et des points faibles des capacités évoquées ci-dessus.

---

<sup>13</sup> Le système M&E renvoie ici au cadre, aux ressources (financières ou non), aux ressources humaines, à l'infrastructure et aux outils nécessaires pour suivre l'état d'avancement du projet/programme au cours de la période d'exécution et évaluer son efficacité et son efficacité au-delà de la période d'exécution.

<sup>14</sup> Frankel, et al (2016), "M&E Fundamentals: A Self-Guided Mini-Course" *MEASURE Evaluation*

**Tableau 20 : Points forts et carences des structures de soutien institutionnel et du système de suivi et d'évaluation : Afrique de l'Est**

| Pays     | Partenaire                          | Stratégie de financement et de mobilisation des ressources   | Personnel EOA dédié et Politiques & procédures                         | M&E solide en place                   | Remarque   |
|----------|-------------------------------------|--|--|---------------------------------------|--|
| Ouganda  | <b>Martyrs Uganda PIP 1</b>         | Des synergies ont été développées avec les donateurs, mais des stratégies de mobilisation des ressources doivent encore être développées | Systèmes bien documentés<br>Pas de personnel à temps plein             | Reporting différé                     | Renforcer le M&E<br>Élaborer un plan stratégique |
|          | <b>Université Makerere PIP 2</b>    | Exploite l'informatique pour la mise en œuvre<br>Partenariats avec une organisation stratégique (OSI) pour la mise en œuvre              | Politiques et procédures en place                                      | M&E bien structuré                    |  |
| Kenya    | <b>PIP 1 – Université d'Egerton</b> | Pas d'autres sources de financement  | Équipe de recherche compétente<br>Processus décisionnel bureaucratique | Suivi limité des agriculteurs         |  |
|          | <b>KOAN PIP 3 &amp; 4</b>           | Réseaux dynamiques<br>Mobilisation de ressources faible  | Systèmes bien documentés<br>Personnel compétent                        | M&E faible                            |  |
| Éthiopie | <b>Université de Mekele PIP 1</b>   | Pas d'autres sources de financement  | Systèmes bien documentés<br>Comptable de l'université dédié au projet  | M&E solide                            |  |
|          | <b>PIP 2 PANA</b>                   | Aucune stratégie de plaidoyer  | Personnel compétent  | Activités de communication dynamiques |  |
|          | <b>PIP 3 &amp; 4 ISD</b>            | Stratégie de mobilisation des ressources faible  | Systèmes bien documentés<br>Personnel compétent                        | M&E faible                            |  |
| Tanzanie | <b>PIP 1 : SAT</b>                  | Utilise l'informatique dans la gestion de projets  | Personnel compétent  | M&E faible                            |  |
|          | <b>PIP 2 : PELUM TZ</b>             | Compétences en gestion de projets solides<br>Base de financement limitée   | Systèmes bien documentés<br>Personnel en sous-effectif                 | M&E bien documenté                    |  |
|          | <b>TOAM PIP 3 &amp; 4</b>           | Collaboration au sein du réseau  | Personnel compétent<br>Certaines procédures ne sont pas documentées    | M&E et reporting faibles              |  |

**Tableau 21 : Points forts et carences des structures de soutien institutionnel et du système de suivi et d'évaluation : Afrique de l'Ouest**

| Pays    | Partenaire                                | Stratégie de financement et de mobilisation des ressources  | Personnel EOA dédié et Politiques & procédures                                 | M&E solide en place   | Remarque   |
|---------|---|---|--|---|--|
| Bénin   | <b>OBEPAB PIP 1 &amp; 4</b>               | Trois projets financés par des donateurs en cours<br>Stratégie de collecte de fonds faible<br>Pas de plan stratégique | Dispose d'un personnel qualifié  | M&E faible  | Renforcer le M&E<br>Élaborer un plan stratégique |
|         | <b>PASCIB PIP 2</b>                       | Activités de plaidoyer dynamiques   | Politiques et procédures en place<br>Équipe dédiée                             | M&E bien structuré  |  |
|         | <b>CRATEDA PIP 3</b>                      | Le conseil d'administration joue un rôle actif dans la collecte de fonds  | Systèmes bien documentés<br>Lacune en matière de compétences du personnel      | M&E faible  |  |
| Nigeria | <b>Université d'Ibadan. PIP 1</b>         | La bureaucratie ralentit la mise en œuvre<br>Mobilisation de ressources faible  | Utilise un réseau de partenaires compétents<br>Systèmes et procédures en place |   |  |
|         | <b>Université de l'État de Kwara PIP1</b> | La bureaucratie ralentit la mise en œuvre   | Équipe compétente  | Gestion de projet, M&E et reporting faibles                         |  |
|         | <b>HEFCI PIP 2</b>                        | Pas de plan stratégique   | Équipe compétente<br>Certaines politiques et procédures font défaut            | Pas de département M&E  |  |
|         | <b>FACAN PIP 2</b>                        | Pas de stratégie de mobilisation des ressources   | Politiques et procédures en place  | M&E faible  |  |
|         | <b>NOAN PIP 3</b>                         | Base de ressources limitée  | Personnel compétent et à temps plein   | Utilisation de l'informatique pour communiquer avec les partenaires |  |
|         | <b>OFPSAN PIP 3</b>                       | Mobilisation de ressources faible   | Personnel compétent et à temps plein<br>Pas de systèmes ou de procédures       | M&E faible  |  |
| Sénégal | <b>Enda Pronat PIP 1</b>                  | Des capacités davantage tournées vers le plaidoyer que la recherche   | Politiques et procédures en place  | M&E solide  |  |
|         | <b>PIP 3 AGRECOL</b>                      | Plan stratégique en place<br>Mobilisation de ressources faible  | Équipe compétente  | M&E faible  |  |
| Mali    | <b>IER PIP 1</b>                          | Organisme de recherche renommé  | Équipe compétente  | M&E faible  |  |
|         | <b>IPR PIP 2</b>                          | Accrédité par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche   | Fort dans les systèmes de vulgarisation<br>Systèmes et politiques de           | Gestion de projet, systèmes de M&E faibles                          |  |

|  |                                   |  |   |   |  |
|--|-----------------------------------|--|---|---|--|
|  |                                   |  | gestion financière inadéquats                                   |   |  |
|  | <b>PIP 3<br/>REMATRAC<br/>BIO</b> | Maintien des opérations à 10 % des activités de commerce biologique<br>Pas de plan stratégique | Pas de plans opérationnels<br>Systèmes et procédures incomplets | M&E faible  |  |
|  | <b>PIP 4<br/>AOPP</b>             | Organisation reconnue dans le domaine biologique   |   | Systèmes de reporting et documents types non assimilés par les PIP – contre-productif pour le M&E |  |

### 3.7.3 Indicateurs de résultats – Afrique de l’Est

|          | Partenaire /                        | Objectifs du plan d’amélioration des capacités – sur la base de la situation de référence |  |  | Mi-parcours | Fin de parcours |
|----------|-------------------------------------|---|--|--|-------------|-----------------|
| Pays     | Lacunes en termes de capacités      | Stratégie de financement et de mobilisation des ressources –                              | Personnel EOA dédié et Politiques & procédures           | M&E solide en place                                      |             |                 |
| Ouganda  | <b>Martyrs Uganda PIP 1</b>         | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         | Explorer la possibilité de travailler avec des bénévoles | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|          | <b>Université Makerere PIP 2</b>    | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  |  |             |                 |
| Kenya    | <b>PIP 1 – Université d’Egerton</b> | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  | Améliorer la vulgarisation en direction des agriculteurs |             |                 |
|          | <b>KOAN PIP 3 &amp; 4</b>           | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
| Éthiopie | <b>Université de Mekele PIP 1</b>   | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  |  |             |                 |
|          | <b>PIP 2 PANA</b>                   | Développer une stratégie de plaidoyer   |  |  |             |                 |
|          | <b>PIP 3 &amp; 4 ISD</b>            | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
| Tanzanie | <b>PIP 1 : SAT</b>                  |   |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|          | <b>PIP 2 : PELUM TZ</b>             | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         | Explorer la possibilité de travailler avec des bénévoles |  |             |                 |
|          | <b>TOAM PIP 3 &amp; 4</b>           |   | Développer/renforcer les politiques et procédures        | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |



### 3.7.4 Indicateurs de résultats – Afrique de l’Ouest

|         | Partenaires /                             | Objectifs du plan d’amélioration des capacités – sur la base de la situation de référence |  |  | Mi-parcours | Fin de parcours |
|---------|---|---|--|--|-------------|-----------------|
| Pays    | Lacunes en termes de capacités            | Stratégie de financement et de mobilisation des ressources                                | Personnel EOA dédié et Politiques & procédures                       | M&E solide en place                                      |             |                 |
| Bénin   | <b>OBEPAB PIP 1 &amp; 4</b>               | Élaborer une stratégie de collecte de fonds<br>Élaborer un plan stratégique               |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>PASCIB PIP 2</b>                       | Documenter la stratégie de plaidoyer  |  |  |             |                 |
|         | <b>CRATEDA PIP 3</b>                      |   | Former le personnel à la gestion de projets                          | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
| Nigeria | <b>Université d’Ibadan. PIP 1</b>         | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  |  |             |                 |
|         | <b>Université de l’État de Kwara PIP1</b> |   |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>HEFCI PIP 2</b>                        | Élaborer un plan stratégique  | Développer/renforcer les politiques et procédures                    | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>FACAN PIP 2</b>                        | Développer des stratégies de mobilisation des ressources                                  |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>NOAN PIP 3</b>                         | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         |  |  |             |                 |
|         | <b>OFPSAN PIP 3</b>                       | Développer/renforcer les stratégies de mobilisation de ressources                         | Développer/renforcer les politiques et procédures                    | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
| Sénégal | <b>Enda Pronat PIP 1</b>                  | Investir davantage de capacités sur RTE   |  |  |             |                 |
|         | <b>PIP 3 AGRECOL</b>                      | Renforcer les stratégies de mobilisation des ressources                                   |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
| Mali    | <b>IER PIP 1</b>                          |   |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>IPR PIP 2</b>                          |   | Mettre en place des systèmes et des politiques de gestion financière | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>PIP 3 REMATRAC BIO</b>                 | Élaborer un plan stratégique  | Développer/renforcer les politiques et procédures                    | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |
|         | <b>PIP 4 AOPP</b>                         |   |  | Développer/renforcer les systèmes de M&E et de reporting |             |                 |

### **3.7.5 Conclusion**

Globalement, les principaux points faibles sont les suivants :

- a) Système de M&E et de reporting faibles
- b) Politiques et procédures opérationnelles manquantes ou incomplètes
- c) Manque de compétences des membres du personnel en matière de gestion de projets et de M&E
- d) Absence de plans stratégiques, de stratégies et de stratégies de mobilisation des ressources

Tous les éléments ci-dessus sont des préoccupations notables qui ont également été exprimées dans l'évaluation finale et la récente évaluation des capacités.

## CHAPITRE 4 : Conclusions & recommandations

### 4.1 Conclusion

Cette étude a mis en place une approche quasi-expérimentale. Elle prévoit que les changements attribuables au fil du temps seront mesurés, ou estimés, en utilisant la méthode des doubles différences ou tout autre plan d'analyse quasi-expérimental applicable.

En outre, il s'agit d'une étude de référence. Les études ultérieures qui pourraient être réalisées afin de suivre l'évolution des indicateurs pris en compte dans le présent rapport devraient chercher à reproduire (dans la mesure du possible) les questions utilisées dans cette étude. Il sera également essentiel de sélectionner des agriculteurs des régions où cette étude a été réalisée et, dans la mesure du possible, les mêmes agriculteurs ou des agriculteurs issus des mêmes groupes que les agriculteurs qui ont participé à la présente étude.

Les groupes comparaison et traitement dans l'étude présentent d'importantes différences, notamment au niveau national. Par conséquent, afin de mesurer les changements attribuables, il sera important d'observer comment ces différences évoluent et pourraient être imputables aux éventuels effets du programme. Cette étude prévoit également d'éventuels effets d'entraînement, en particulier dans les pays où les échantillons prélevés pour le groupe traitement et le groupe comparaison provenaient en grande partie des mêmes régions. Par conséquent, les études ultérieures et, en particulier, l'évaluation finale devraient s'efforcer de mesurer ces effets d'entraînement et de les attribuer au projet.

Les études ultérieures devraient chercher à établir si ces proportions et l'ampleur de la différence progresseront et de combien au fil du temps. Il importera également de déterminer si le nombre de produits certifiés ainsi que leurs marchés évolueront. Il serait également important de vérifier l'évolution de la production et de la productivité des produits certifiés.

### 4.2 Recommandations par objectif

***Objectif 1 : Évaluation de l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : connaissances, attitudes et adoption par les agriculteurs des pratiques et des technologies d'EOA ; produits biologiques (certifiés et non certifiés) ; égalité entre les sexes et accès des jeunes et autres groupes vulnérables.***

1. Cette étude a établi qu'une majorité de bénéficiaires potentiels de l'EOA-I n'ont pas reçu d'enseignement formel ou n'ont achevé qu'un niveau d'éducation élémentaire. De ce fait, les méthodes de formation classiques ne peuvent pas fonctionner efficacement pour ce

groupe. Il est important de noter qu'au cours de la mise en œuvre, l'initiative devrait se concentrer davantage sur l'apprentissage expérientiel des agriculteurs – c'est-à-dire l'apprentissage par la pratique et l'utilisation de la langue locale dans toute la mesure du possible. Tout matériel imprimé doit être rédigé en langue locale, et utiliser l'imagerie avec des illustrations et des démonstrations. Cela peut également inclure l'apprentissage par les pairs, les visites d'échanges entre agriculteurs ou la visite de fermes de démonstration.

2. Il a été établi dans cette étude que les agriculteurs biologiques consacrent à peine la moitié des terres qu'ils possèdent à l'agriculture biologique : cela est particulièrement vrai au Bénin, en Éthiopie, au Mali et en Tanzanie. Cela peut impliquer que la démarche ne génère pas suffisamment de revenus pour justifier une augmentation de la superficie affectée à l'agriculture biologique. Le groupe comparaison d'un autre côté avait à peine attribué des terres à l'agriculture biologique. Cela sera un indicateur intéressant à suivre dans le temps. Une modification importante de cet indicateur pourrait, entre autres, être une indication du sentiment perçu par les agriculteurs de la valeur et des avantages attachés aux pratiques d'EOA.
3. La sensibilisation des agriculteurs aux pratiques et aux technologies d'EOA est la première et la plus déterminante des étapes à franchir pour poursuivre la recherche, l'adoption et la mise en œuvre. D'après cette étude, les agriculteurs ne sont pas conscients de la majorité des pratiques d'EOA, en particulier les pratiques non conventionnelles telles que le *push-pull*, la jachère écologique – malgré le fait qu'ils n'allouent pas la moitié de leurs terres à l'agriculture biologique –, le semis sans labour, l'utilisation de légumineuses, les cultures de couverture, entre autres. Un faible niveau de sensibilisation se traduit en un faible niveau d'adoption et de mise en œuvre. Il serait important de promouvoir une plus grande sensibilisation aux pratiques possibles d'EOA qui sont à la disposition des agriculteurs. Cela a en soi la capacité de déclencher leur curiosité et les amener à s'intéresser à ces pratiques, ce qui pourrait accroître leur adoption, et ainsi conduire à une augmentation de la production.
4. Cette étude note également que mesurer le changement en matière d'adoption des pratiques d'EOA pourrait ne pas être l'approche la plus idéale pour déterminer les retombées du projet. Cela est d'autant plus vrai que certaines des pratiques d'EOA ont la même finalité et que le producteur peut, à juste titre, opter pour l'une et non pour les autres à la fois, comme l'utilisation de compost, de fumier ou d'engrais biologique, la différence étant liée à la productivité. De même, certaines pratiques sont plus appropriées pour certains produits et non pour d'autres. À ce titre, il est recommandé que l'initiative accorde une attention particulière aux pratiques adoptées ; il convient de mettre davantage l'accent sur le changement de productivité résultant des pratiques ou des technologies adoptées en la matière.

***Détermination d'un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de***

***jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.***

5. Il est recommandé que l'EOA-I identifie, suive et enregistre les volumes et les prix du marché des différents produits biologiques, tant sur le marché local que sur le marché haut de gamme, en notant l'évolution dans le temps. Cela permettra à l'initiative d'intégrer la dynamique du marché dans ses démarches de sensibilisation et d'aider les producteurs d'EOA à se repositionner pour tirer parti de ces marchés. Cela pourrait également enrichir les arguments utilisés lors des campagnes de sensibilisation.
6. L'étude relève également qu'en dépit d'un bon nombre d'organismes locaux de certification d'EOA, le nombre de producteurs certifiés et même de produits certifiés est encore marginal. Il est recommandé que l'initiative fasse l'objet d'une évaluation participative rapide avec les producteurs afin d'établir les raisons pour lesquelles c'est le cas dans tous les pays. Cela peut également être réalisé par l'intermédiaire des PIP, en particulier le pilier 3.
7. Cette étude a établi que l'EOA-I a toujours un défi à relever en ce qui concerne la collecte et la gestion des données relatives à l'intervention des piliers, en particulier au niveau de l'interaction entre le pilier et les producteurs d'EOA. Presque tous les partenaires d'exécution n'étaient pas en mesure de fournir des données précises avec le niveau de détail requis pour la présente étude. Il est donc recommandé que l'initiative recueille toutes les données démographiques de base des producteurs rencontrés ; que cela soit dans le cadre de formations, des services de vulgarisation, des visites au cours des forums/expositions d'agriculteurs, etc. Ces données devraient ensuite être retranscrites et agrégées au niveau national et, ce, pour l'ensemble de l'initiative. Une telle pratique permettra à l'initiative de suivre l'étendue, la qualité, le type et la catégorie de vulgarisation des producteurs d'EOA touchés.

***Évaluation du degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines couverts par le projet par pays (niveau des ménages et des partenaires).***

8. Comme l'a démontré cette étude, il existe de nombreuses interventions d'EOA sur le terrain qui ne font pas partie de l'EOA-I. Si cette étude s'est efforcée de les identifier, ainsi que leurs domaines et champ d'action et leurs sources de financement ; il pourrait y avoir plus de projets qui n'ont pas été couverts dans l'étude. Il est recommandé que de telles initiatives soient identifiées et que des méthodes de collaboration non partisane soient mises en œuvre afin de permettre à l'initiative de créer une masse critique qui puisse être utilisée pour faire du lobbying et avancer le programme d'action de l'EOA aux niveaux national, régional et continental.

***Évaluation de l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des***

***partenaires d'exécution et d'autres acteurs (CLO et PIP) au niveau des états et des pays.***

9. Si la plupart des organisations font allusion au fait qu'elles mènent des activités de plaidoyer, presque toutes ne disposent pas de stratégies formelles/écrites. Il a également été constaté que des stratégies faisaient défaut aux niveaux national, régional, voire continental. Cela est d'autant plus préoccupant que l'un des principaux objectifs de cette initiative est d'intégrer le programme d'action de l'EOA dans les politiques, stratégies, plans et programmes nationaux, régionaux et continentaux. Il est recommandé que l'initiative s'efforce de renforcer les capacités et d'encourager les partenaires, à tous les niveaux, à élaborer des stratégies de plaidoyer dans le cadre de leurs stratégies respectives de mise en œuvre. Cela permettra une allocation appropriée des ressources, un suivi des résultats obtenus dans ce domaine, ainsi qu'un renforcement de l'obligation de rendre des comptes.

***Évaluation des capacités actuelles des partenaires d'exécution, les bonnes pratiques et le soutien apporté par les donateurs de l'Initiative EOA en ce qui concerne la planification de projet, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage et l'application à grande échelle sur les plans technique et financier.***

10. La nécessité de disposer d'un système M&E solide était évidente. Cela permettrait de disposer de données cohérentes à tous les niveaux, c'est-à-dire depuis les partenaires d'exécution aux organisations nationales chef de file et RSC. Cela nécessiterait également l'identification et l'approbation d'indicateurs prioritaires clés par les CLO, les PIP et d'autres structures de l'EOA-I, qui seraient ensuite clairement définis afin d'éviter toute ambiguïté dans la saisie et le reporting. Cela nécessite une allocation suffisante des ressources. L'absence de cadre M&E solide a pu affecter la fiabilité et la validité de certaines des statistiques communiquées par les PIP et les CLO.

### Annexe 1 : Principales parties prenantes interrogées

| Pays                 | Organisation                                 | Personne rencontrée       | Position au sein de l'Organisation  | Contact  |
|----------------------|--|---------------------------|---|--|
|                      |  |                           | <b>Localisation</b>   |  |
| Bénin                | PABE   | Silvere Tovignon          | Membre  | +22997281138   |
|                      | PASCIB                                       | Valentin Attossi          | Gestionnaire de projet  | + 229 66516993   |
|                      | CRAST<br>EDA                                 | Tokannou Rene             | Coordonnateur   | + 229 95287350/67048978                                    |
|                      | OBEPAB                                       | Prof. Simplicie           | Président et coordonateur   | + 229 96691096   |
| Éthiopie             | Union africaine                              | Dr. Simplicie Nouala's    | Chef de la division « Agriculture et sécurité alimentaire »                       | Noualas@africa-union.org                                   |
|                      |  | Jonathan Nyarko Ocran     | Responsable des politiques – Département de l'économie rurale et de l'agriculture | Ocranj@africa-union.org                                    |
|                      | Ministère de l'agriculture                   | Mulatu Abete              | Membre du NSC d'Éthiopie  |  |
|                      | Institut pour le développement durable (ISD) | Ghebremedhin Belay        | Directeur exécutif, ISD   |  |
|                      |  | Gizaw Gebremariam         | Gestionnaire de programme, ISD  |  |
|                      |  | Wibishet Fessha Assefa    | Coordonnateur de pilier, Point focal (CLO)  | webefish@gmail.com<br>+ 251 911 249420<br>+ 251 913 558309 |
|                      |  | Azeb Worku                | Coordonnateur Chaîne de valeur et Développement de marché                         | azebworku@gmail.com  |
|                      | Association Action pour les pesticides       | Atalo Belay               | Coordonnateur de programme  | feelatalo@gmail.com  |
|                      | Université Mekele                            | Tewodros Tadesse          | Tewodros Tadesse (PhD), Coordonnateur, Pilier I                                   | tewodros.tadesse@mu.edu.et                                 |
|                      | Kenya  | KOAN                      | Mary Otieno   | Assistant de programme                                     |
| Samuel Ndungu        |  |                           | Coordonnateur Chaîne de valeur et Développement de marché                         | +254 721949546   |
| BvAT                 |  | Pauline Mundia            | Coordonnateur Information et communication  | +254 722313291   |
| Université d'Egerton |  | Martin Kimani             | Responsable de recherche  |  |
| Pelum Kenya          |  | Zackary Makanya           | Président du NSC  | +254 714642916   |
|                      |  | Manei Naanyu              | Coordonnateur du RSC  | +254 722535473   |
|                      |  | Rosinah Mbenya            | Gestionnaire de projet  | +254 724760438   |
|                      |  | Everlyn Kaumba            | Responsable M&E   | +254 721989244   |
| SACDEP               |  |                           |   |  |
| Mali                 | IER- Institut d'Economie Rurale              | Urbain Dembele            | Chercheur   | +223 66798171/ 70303540                                    |
|                      | IPR-IFRA                                     | Coulibaly Amadou          | Professeur d'anthropologie de l'agriculture                                       | +223 7633085   |
|                      | REMATRAC BIO                                 | Mai-GA Diani Counda Basse | Directeur des achats  | +223 6620750   |

|          |   |  |  |                         |
|----------|---|--|--|-------------------------|
|          | AOPP  | Coulibal Issa Konotje                          | Gestionnaire de programme                    | +223 7617888 / 63331919 |
| Nigeria  | Secrétaire général du RSC   | Dr. Adeoluwa O. O.                             | Secrétaire général du RSC                    | +234 8035709365         |
|          | NOAN  | Oyewole Gbadamosi                              | Gestionnaire de projet                       | +234 8072711147         |
|          | Université d'État de Kware  | Dr. Adebayo Olowoake                           | Coordonnateur du Pilier I                    | +234 8034370246         |
|          | Université d'Ibadan   | Dr. Yekinni O. T.                              | Responsable de recherche                     | +234 8035905311         |
|          | Ikotekpene Women Food & Cash Crop                                 | Emmanuel Udonyah                               | Agent technique                              | +234 8064026018         |
|          | Initiative pour des aliments sains pour les consommateurs (HeFCI) | Okanlawon Oluwatyin                            | Agent de bureau                              | +234 7062314395         |
|          | Université Nnamdi Azikiwe   | Coordonnateur partenaire principal d'exécution | Dr. Onunwa Akudo                             | +234 8034817334         |
|          | Ministère de l'agriculture  | Vice-président I, Division biologique LOC      | M. Isah Adamu                                | +234 8035049545         |
| Sénégal  | Enda Pronat   | Laure Brun DIALLO                              | Chef du suivi et de l'évaluation             | +221774415310           |
|          | FENAB   | SECK Ibrahima                                  | Coordonnateur                                | +221774424029           |
|          | AGRECOL   | Assane GUEYE                                   | Coordonnateur                                | +221774691827           |
|          | Nous sommes la solution   | Fatou Binatou DIOP                             | Coordonnateur de zone                        | +221775627640           |
|          | NSC   | Mody GAYE                                      | Président                                    | +221775357745           |
| Rwanda   | HUGUKA  | Eugene Ndekezi                                 | Coordonnateur                                | +250782846189           |
|          | Université du Rwanda  | Dr. Guillaume Nyagatare                        | Directeur de la recherche et de l'innovation | +250789529484           |
|          | Mouvement pour l'agriculture biologique au Rwanda                 | Lise Chantal Dusabe                            | PDG  | +250788848454           |
| Tanzanie | TOAM  | Bakari Mongo                                   | Gestionnaire de programme                    | +255684441790           |
|          | PELUM   | Zakia Mohamed                                  | Chargé de programme– Agriculture             | +255766674114           |
|          | AfroNet   | Moses Aisu O.                                  | Directeur du programme                       | +255685490452           |
|          | SAT   | Janet Maro                                     | Directeur exécutif                           | +255754925560           |
| Ouganda  | Université Saint-Laurent  | Professeur Charles Ssekyewa                    | Secrétaire d'Université                      | +256702616988           |
|          | Ministère de l'agriculture  | Alex Lwakuba                                   | Commissaire en charge de la production       | +256772402380           |
|          | NOGAMU  | Jane Nalunga                                   | PDG  | + 256 772 495627        |
|          | NARO  | Mme W.Nakyagaba                                | Chargé de recherche                          | +256 772516825          |



|  |                                  |                      |                       |                |
|--|----------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------|
|  | Université des martyrs d'Ouganda | Prof. Julius Mwine   | Professeur            | +256 772648863 |
|  | Université des martyrs d'Ouganda | Frère Murongo Marius | Maître de conférences | +256786797530  |

**Annexe 2 : Collecte et analyse des données par Indicateur et Objectif**

- 1. Évaluer l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : connaissances, attitudes et adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs ; produits biologiques (certifiés et non certifiés) ; égalité entre les sexes et accès des jeunes et d'autres groupes vulnérables.**

**Indicateurs pour l'Objectif 1**

| Évaluer l'état des aspects spécifiques liés à l'application de l'EOA dans les pays participants : connaissances, attitudes et adoption des pratiques et des technologies d'EOA par les agriculteurs ; produits biologiques (certifiés et non certifiés) ; égalité entre les sexes et accès des jeunes et d'autres groupes vulnérables. | Mesure de l'indicateur   | Analyse des données  |
|--|--|--|
| <b>1. État des connaissances, attitudes et adoption des pratiques et des technologies d'EOA;</b>   |  |  |
| i. Quelle est le niveau de sensibilisation des agriculteurs aux pratiques et aux technologies d'EOA ?  | Les agriculteurs énumèrent la liste des pratiques et des technologies d'EOA, sans aide de l'enquêteur  | Calculé la proportion d'agriculteurs au courant des pratiques et des technologies d'EOA au niveau national, ainsi que par pratique et par technologie<br><br>Effectué des tests statistiques pour comparer la similitude entre les proportions des groupes comparaison et traitement |
| ii. Quel est le niveau d'expertise des agriculteurs en ce qui concerne les pratiques et les technologies d'EOA ?   | Les agriculteurs ont été invités à démontrer ou à expliquer ce qu'ils savaient sur les pratiques et les technologies d'EOA présélectionnées. Le niveau d'expertise a | Calculé le niveau moyen d'expertise des agriculteurs par pratique ainsi que la moyenne nationale   |

|  |   |   |
|--|---|---|
|  | <p>été mesuré à l'aide d'une échelle de Likert de 1 à 5, comme suit :</p> <p><b> 1  Pas de connaissance</b> – L'agriculteur n'a pas connaissance de la pratique/technologie</p> <p><b> 2  Informé</b> – L'agriculteur a seulement entendu parler de la pratique/technologie, mais ne peut pas l'expliquer</p> <p><b> 3  Connaissances de base</b> – L'agriculteur peut expliquer les principes fondamentaux de la pratique, mais n'est pas très confiant quant à son application. Il ne l'a jamais essayé.</p> <p><b> 4  Connaissances approfondies</b> – L'agriculteur peut expliquer les fondamentaux de la technologie/pratique avec confiance, il l'a essayé avec des résultats inférieurs à la moyenne.</p> <p><b> 5  Très compétent</b> – L'agriculteur peut expliquer la pratique avec précision de manière correcte et avec précision et peut en démontrer/expliquer l'application et l'a appliqué avec des résultats supérieurs à la moyenne .</p> | <p>Effectué des tests statistiques pour comparer les moyennes des groupes comparaison et traitement</p> <p>NB : Une échelle de Likert égale ou supérieure à 5 peut être traitée comme une donnée continue (Johnson &amp; Creech, 1983)<sup>15</sup></p> |
| <p>iii. Quelle est l'attitude des agriculteurs vis-à-vis des pratiques et des technologies d'EOA ?</p> | <p>Les agriculteurs ont été invités à indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant sur une échelle de Likert de 1 à 5. Avec 1 indiquant « Pas du tout d'accord » et 5 « Tout à fait d'accord »</p>   | <p>Effectué une analyse en calculant la moyenne de la mesure dans laquelle les agriculteurs étaient en accord ou en désaccord avec chaque énoncé</p>  |

<sup>15</sup> Johnson, D.R., & Creech, J.C. (1983). Ordinal measures in multiple indicator models: A simulation study of categorization error. *American Sociological Review*, 48, 398-407

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Les pratiques d'EOA sont faciles à comprendre et à appliquer</li> <li>ii. Les pratiques d'EOA augmentent la productivité des agriculteurs</li> <li>iii. Les pratiques d'EOA sont abordables</li> <li>iv. L'application des pratiques d'EOA a amélioré mes moyens de subsistance</li> <li>v. Cela contribue à améliorer la source des revenus agricoles</li> <li>vi. L'agriculture biologique est pour ceux qui ne peuvent pas se permettre des produits chimiques et des semences non biologiques</li> <li>vii. L'agriculture non biologique donne plus de rendements que l'agriculture biologique</li> <li>viii. L'agriculture biologique est uniquement destinée à un usage familial, pas pour être vendu sur le marché</li> <li>ix. La demande de produits biologiques est inférieure à celle des produits non biologiques</li> <li>x. Il n'existe pas de marché pour les produits biologiques</li> </ul> | <p>NB : Une échelle de Likert de 5 ou plus peut être traitée comme une variable continue (Johnson &amp; Creech, 1983)<sup>16</sup></p> |
|--|--|--|

<sup>16</sup> Johnson, D.R., & Creech, J.C. (1983). Ordinal measures in multiple indicator models: A simulation study of categorization error. *American Sociological Review*, 48, 398-407

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p>iv. Quelles sont les pratiques et technologies d'EOA actuellement pratiquée par l'agriculteur ?</p> | <p>Les agriculteurs ont été invités à faire la liste des pratiques et des technologies d'EOA qu'ils utilisent dans leurs exploitations.</p>  | <p>Calculé le pourcentage d'agriculteurs utilisant chacune des pratiques et des technologies d'EOA</p> <p>Effectué des tests statistiques pour comparer la similitude entre les proportions des groupes comparaison et traitement</p>  |
| <p><b>2. Produits biologiques (certifiés et non certifiés)</b></p>                                     |  |  |
| <p>i. Produits certifiés ou non certifiés</p>  | <p>Il a été demandé aux CLO et aux PIP d'établir la liste des produits qui ont été certifiés par chaque organisme de certification actuellement actif dans le pays<br/>Les produits non certifiés sont compris comme des produits obtenus selon le mode de production biologique mais qui n'ont pas été certifiés.</p> | <p>Établi la liste des produits par catégorie de norme/organisme de certification utilisé pour les certifier</p>   |
| <p>ii. Productivité des produits EOA (certifiés et non certifiés)</p>                                  | <p>Les agriculteurs ont été invités à indiquer leur volume de production biologique au cours des deux dernières saisons. Ils ont également été invités à indiquer la superficie des terres utilisées pour cultiver les produits.</p>   | <p>La production totale a d'abord été convertie en kilogrammes (kg). La superficie des terres a été convertie en acres.<br/>Pour mesurer la productivité, la production moyenne par saison en kg a été déterminée puis divisée par la superficie des terres en acres pour obtenir le kg par acre</p> <p>Effectué des tests statistiques de la productivité moyenne des</p> |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  | groupes traitement et comparaison  |
| iii. Quels sont les marchés haut de gamme de l'EOA et pour quels produits EOA en particulier ? | <p>Les CLO et les PIP ont été invités, dans les KII, à indiquer les marchés haut de gamme actuels pour les produits de l'EOA et les produits spécifiques vendus sur ces marchés.</p> <p>Ces données ont été croisées avec d'autres sources de données récentes relatives à l'EOA, comme le rapport de l'IFOAM 2019-2020.</p> | Établi la liste des marchés haut de gamme existants avec les produits vendus sur ces marchés |
| iv. Combien d'agriculteurs ont été certifiés ?   | Les CLO et les PIP ont fourni des informations sur le nombre d'agriculteurs certifiés (agrégats nationaux). Toutefois, ils n'ont pas été en mesure de ventiler les données par sexe ou par produit   | Établi le nombre total d'agriculteurs certifiés par pays                                     |

**2. Déterminer un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.**

**Tableau 2 : Indicateurs pour l'Objectif 2**

| Déterminer un échantillon approprié et le nombre (ou pourcentage) d'agriculteurs, de jeunes et d'autres groupes vulnérables touchés par les différentes interventions de piliers de l'EOA.      | Mesure de l'indicateur  | Analyse de l'indicateur  |
|---|---|--|
| <b>1. Nombre total # d'agriculteurs touchés par les interventions d'EOA (ventilation par sexe et âge) par pilier</b>  |   |  |
| i. # de producteurs d'EOA touchés via différents supports : formations, distribution de supports de communication sur l'EOA, médias électroniques et imprimés, internet et médias sociaux, etc. | Les CLO et les PIP ont fourni les données relatives au nombre de producteurs d'EOA touchés via les différents supports dans leurs pays respectifs. Ces données ont été croisées avec les rapports annuels de l'EOA-I et le rapport final d'évaluation de la Phase I de l'EOA-I  | Les chiffres ont été agrégés par support utilisé pour toucher les producteurs d'EOA et par pays  |
| ii. Nombre de jeunes, de femmes et d'autres groupes vulnérables touchés par les interventions de piliers d'EOA  | Les CLO et les PIP ont indiqué le nombre de groupes vulnérables touchés. (La majorité des organisations n'ont pas été en mesure de fournir des données sur le nombre de femmes, de jeunes et d'autres groupes vulnérables qu'elles avaient pu toucher par leur intervention)<br><br>Les jeunes étaient définis comme des personnes âgés de 35 ans au maximum. | Le nombre de personnes touchées a été agrégé et ventilé par catégorie de vulnérabilité.<br><br>La proportion de jeunes et de femmes ayant participé à l'enquête a été utilisée comme une approximation proportionnelle de la portée nationale. |

**3. Évaluer le degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines couverts par le projet par pays (niveau des ménages et des partenaires).**

**Tableau 3 : Indicateurs pour l'Objectif 3**

| Évaluer le degré d'utilisation/couverture des programmes/initiatives liés à l'EOA dans les domaines couverts par le projet par pays (niveau des ménages et des partenaires) | Mesure de l'indicateur   | Analyse de l'indicateur  |
|---|--|--|
| <p><b>1. Organisations partenaires travaillant activement dans les régions desservies par l'EOA-I et traitant d'interventions liées à l'EOA</b></p>                         |  |  |
| <p>i. # d'organisations partenaires mettant en œuvre des activités et initiatives d'EOA mais ne faisant pas partie de l'EOA-I, et leur champ d'application</p>              | <p>Les organisations travaillant sur des initiatives et des projets liés à l'EOA ont été identifiées, ainsi que leurs sources de financement probables, et le champ d'application de ces initiatives. Cet objectif a été atteint grâce à des entretiens avec les partenaires d'EOA, les acteurs de l'industrie de l'EOA et d'autres données secondaires.</p> | <p>Tableau reprenant les initiatives, les organisations mettant en œuvre ces initiatives et le champ d'application de chacun des objectifs</p> |



**4. Évaluer l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau des pays.**

**Tableau 4 : Indicateurs pour l'Objectif 4**

| Évaluer l'état d'avancement des stratégies de sensibilisation et de mise en œuvre des partenaires d'exécution (CLO et PIP) et d'autres acteurs au niveau des états et au niveau des pays. | Mesure de l'indicateur  | Analyse de l'indicateur  |
|---|---|--|
| <p><b>1. #, type et nom des stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre en place avec des résultats et des objectifs clairs</b></p>   |   |  |
| <p>i. #, nom des stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre en place au sein de chaque partenaire ou organisme d'exécution de l'EAO-I avec un énoncé clair des objectifs</p>             | <p>Les CLO et les PIP ont fourni des informations sur la disponibilité et la nature des stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre au sein de leur organisation.</p> | <p>Les partenaires d'exécution de l'EAO-I ont été présentés sous la forme d'un tableau, avec la disponibilité et la nature de leurs stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre.</p> |

### Annexe 3 : Participants à l'atelier de validation

| No  | NOM                    | ORGANISATION  | POSITION   | ADRESSE ÉLECTRONIQUE/NUMÉRO DE TÉLÉPHONE | PAYS     |
|-----|------------------------|---|--|--|----------|
| 1.  | Gama Jordan            | AFRONET/TOAM  | Président/Directeur                              | toam@kilimohali.org                      | Tanzanie |
| 2.  | Tovignan Silvere       | PABE- BÉNIN   | Membre   | tsilvere@yahoo.org                       | Bénin    |
| 3.  | Nyakanda Fortunate     | ZOPPA/ISAN  | Directeur exécutif/président                     | fortuhofisu@gmail.com                    | Zimbabwe |
| 4.  | John Kinyua            | Agile Consulting  | Spécialiste                                      | John.kinyua@agileafrica.org              | Kenya    |
| 5.  | Manei Naanyu           | PELUM KENYA   | Coordonnateur du secrétariat régional de l'EOA-I | manei@pelum.net                          | Kenya    |
| 6.  | Gbadamosi R Oyewole    | Association des praticiens de l'agriculture biologique du Nigeria | Gestionnaire de projet                           | ogbadamosi@noanigeria.net                | Nigeria  |
| 7.  | Prof. Charles Ssekyewa | Université de Saint-Laurent                                       | Président du RSC                                 | cssekyewa@gmail.com                      | Ouganda  |
| 8.  | Ben Mwangela           | Agile consulting  | Directeur  | bmwongela@agileafrica.org                | Kenya    |
| 9.  | Thomas O Were          | Agile consulting  | Directeur  | tobiero@agileafrica.org                  | Kenya    |
| 10. | Moses Okurut           | AFRONET   | Directeur de programme                           | aisumos@gmail.com                        | Tanzanie |
| 11. | Zachary Makaya         | PELUM KENYA   | Coordonnateur national                           | makanya@pelum.net                        | Kenya    |
| 12. | Martin Njoroge         | KOAN  | Chargé de programme                              | martin@koan.co.ke                        | Kenya    |
| 13. | Caroline Nderitu       | BvAT  | Responsable M&E                                  | Cnderitu@biovisionafrica.org             | Kenya    |
| 14. | Purity Khandasi        | BvAT  | Stagiaire  | puritysumbule@gmail.com                  | Kenya    |
| 15. | Venancia Wambua        | BvAT  | Gestionnaire de projet de l'EOA                  | vwambua@biovisionafrica.org              | Kenya    |
| 16. | Alex Mutungi           | Secrétariat continental EOA-I                                     | Coordonnateur                                    | Amutungi@biovisionafrica.org             | Kenya    |
| 17. | Dr. David Amudavi      | BvAT  | Directeur exécutif                               | damudavi@biovisionafrica.org             | Kenya    |